

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 16^e année — Juin 1968 — N° 73

La Comédie de la Révolution

Maurice BARDECHE : <i>La Comédie de la Révolution</i>	3
François DUPRAT : <i>Les Groupuscules</i>	23
François DUPRAT : <i>Les Promoteurs de la subversion</i>	48
François DUPRAT : <i>Le Détonateur</i>	56
François DUPRAT : <i>Le Débordement de la C.G.T.</i> ..	64
François DUPRAT : <i>L'Armée et la Révolution</i>	76
François DUPRAT : <i>Le Reflux : Les Comités d'Action Populaire</i>	85
Maurice BARDECHE : <i>Sur la jeunesse</i>	91

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 3,75 F

Abonnements. — 1 an : 35,— F

Etranger : 1 an : 37,— F

Propagande : 50,— F et 100,— F

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « *Défense de l'Occident* », 13, rue des Montibœufs
Paris-20° — C.C.P. 65-35-65 Paris.

La
au b
bre
ni pa
fit. L
sont
avons
toujo
La
vingt
joué
gaull
nel.
Mais
lectur
avec
sont
tales
qu'ici
faits
édifia
comm
rer m

La Comédie de la Révolution

La comédie révolutionnaire qui a été jouée devant nous au bénéfice du régime gaulliste contient un certain nombre de leçons et elle n'aura été ni parfaitement inutile ni parfaitement désastreuse si nous savons en tirer profit. Les leçons que nous aurons à dégager des événements sont amères et elles sont peu encourageantes. Mais nous avons la naïveté de croire qu'en politique la vérité est toujours utile.

La malhonnêteté et le mensonge qui dominent depuis vingt ans l'histoire de la IV^e et de la V^e républiques ont joué dans les événements récents, aussi bien chez les gaullistes que chez leurs adversaires, leur rôle traditionnel. C'est là un fait qui n'étonnera assurément personne. Mais cette grille à travers laquelle nous aurons une lecture plus exacte des événements doit être combinée avec d'autres ordres de lecture. Les événements qui se sont déroulés nous découvrent aussi des tares fondamentales du gaullisme et de l'opposition mal observées jusqu'ici. Dans ce sens également, nous avons à tirer des faits plusieurs enseignements édifiants. Et non seulement édifiants, mais peut-être aussi utiles pour une *reprise*, comme on dit au théâtre, qu'un succès électoral peut différer mais n'évite pas.

I. — *LE COMLOT.*

Rien ne fut assurément moins spontané, rien ne fut moins improvisé que les émeutes du Quartier Latin. Les « groupuscules » trotskystes, anarchistes, pro-chinois, etc... qui déclenchèrent le mouvement insurrectionnel ont été financés, renseignés, encadrés par des spécialistes qui leur ont été fournis du dehors. Les preuves de ce secours extérieur abondent. On les trouvera aussi bien dans la perfection des techniques de combat employées dans l'action elle-même que dans la préparation qui comprenait à la fois la fabrication rapide des explosifs, l'élaboration des plans, les repérages des chantiers et du matériel utilisable, la sûreté de l'encadrement. Des renseignements ont été fournis sur cette préparation technique dans un article du *Figaro* signé S.B. et publié dans le numéro du 13 mai. La même accusation était reprise le lendemain dans une déclaration du président du conseil. Qui avait fourni de l'argent, des armes ? Les éléments du complot existent, le Ministère de l'Intérieur les a à sa disposition. Toutefois les recherches ont été subitement abandonnées vingt-quatre heures après la déclaration de Georges Pompidou. Pourquoi ? On a émis diverses hypothèses. Les journaux arabes n'ont pas hésité à désigner les puissances étrangères « qui avaient financé une action de rue dont les résultats dépassèrent leurs espérances ». Nous donnons, pour notre part, d'autres éléments d'explication. Il serait intéressant, en tous cas, d'avoir de plus amples informations.

Ce qui n'avait pas été prévu, toutefois, c'est la soudaineté, l'unanimité, la violence avec laquelle l'ensemble des étudiants se précipita dans cette émeute. Ce fut la révélation de ces journées et elle est capitale. Les spécialistes mirent le feu aux poudres, fabriquèrent des cocktails Molotov, firent surgir des barricades, donnèrent des ordres, dressèrent des plans. Mais tout le monde suivit. Pourquoi ? Tout le monde, y compris les garçons qui ne partageaient pas les intentions révolutionnaires des pro-chinois, des trotskystes ou des anarchistes. Y compris des

garçons qui avaient même des opinions absolument contraires.

Les slogans nous apprenaient que les étudiants dans leur ensemble contestaient la « société de consommation ». Il faut donner à cette protestation toute sa signification. Pour la première fois, la jeunesse contestait en effet la société de consommation, non au profit de quelque bloc politique constitué, elle la repoussait en tant que telle, elle la repoussait sous ses deux formes, la forme américaine et la forme soviétique, elle repoussait les mécanismes de l'exploitation à la fois sous leur présentation capitaliste et sous leur présentation « réformiste ». Dès le départ, il apparaissait donc que la protestation spontanée avait une toute autre résonance que l'opération politique projetée par les organisateurs de l'affaire. Le communisme orthodoxe était mis en accusation tout comme le capitalisme, il apparaissait comme une autre variété de l'aliénation, comme un autre ennemi. C'était une troisième voie qu'on cherchait. On s'élançait non pas seulement vers une autre politique, mais vers un autre climat de la vie, vers une autre formulation de la culture, vers une autre conception de toutes choses.

Il était très intéressant pour nous de voir cette ruée (que nous avions pressentie depuis longtemps) se produire et se développer. Et précisément se produire sur la ligne de rupture que nous avions prévue et annoncée. Parmi les slogans qui couvraient les murs de la Sorbonne, Il y en a que nous aurions pu signer. Parmi les mots d'ordre que scandaient les étudiants, il y en a que nous aurions pu crier avec eux. Mais l'analogie s'arrêtait là. Le remède, la panacée, le miracle vers lequel tout le monde se précipita, y compris l'étrange syndicat de l'enseignement supérieur qu'on vit porter la bannière, c'était la démocratie directe à la chinoise, c'était la révolution culturelle, c'était la cour de récréation où l'on hurle et gesticule assis en rond, où l'on nomme par acclamations, où l'on guillotine à main levée, où l'atmosphère est à la fois celle de la section des piques, de la prison des Carmes et des cortèges du Carnaval. Sous le nom de *participation* et de *dialogue*, c'est une *fantasia* hilare qui com-

mença à faire partir ses pétards et ses tourbillons, une sorte de kermesse dadaïste où triomphaient les prophètes barbus, les exhibitionnistes, les fous, les vendeurs de toutes sortes d'orviétans, les détraqués, les ratés de tout poil, les impuissants de tous les cantons que vinrent bientôt rejoindre un certain nombre d'écumeurs eux aussi très spécialisés.

L'Université tout entière fut soudain submergée par cette foire aux croûtes. Le sérieux et le naïf s'y mêlèrent. On retrouva l'atmosphère du baiser Lamourette et l'attendrissement de la nuit du 4 août. Les étudiants sérieux, les professeurs débordés et emportés comme fétus, affectèrent de découvrir l'urgence absolue d'une réforme universitaire, réforme qui s'imposait en effet, mais qui n'était ni urgente ni dramatique. Cette ivresse générale, cette folle contagion finirent par persuader le public qu'il ne fallait pas moins qu'une révolution pour assurer la réforme des études médicales et résorber le goulot d'étranglement de la troisième année de sociologie. Des niais de tout poil crurent cela et le proclamèrent. Les professeurs emboîtèrent le pas. Il fallait mettre le feu à la maison, non pas même pour cuire un œuf, mais simplement pour ranger la bibliothèque : tout le monde trouva ce raisonnement cohérent et irréprochable. Tout le monde sait, personne ne se dissimule que, si l'on avait consulté les étudiants, une énorme majorité se serait très vite dégagée pour la reprise des examens, pour la continuation du travail, pour l'évacuation des locaux. On refusa toujours cette consultation. On la refuse encore. Tout le monde sait pourquoi. Il y a une majorité parmi les étudiants pour la réforme de l'Université, c'est un point que personne ne conteste. Il y a une majorité aussi, et énorme, pour l'ordre, le bon sens, le travail, l'exclusion des fous. Mais tout le monde est bien décidé à ce que cette consultation ne puisse jamais être faite.

Telle est la première leçon qui se dégage des événements. Elle nous enseigne la puissance des minorités décidées dans un pays faible. Une presse et une radio avides de reportages sensationnels, affolant le pays par hystérie et *mélodramatisme*, un Etat inerte et ahuri, ont

permis
par l'é
conten
patrou
tion à

II. —

Nous
joué d
compli
gouver
ces au
inciden
demain
duit à
ter cet
événem
et doi
sent d
ils n'o
réperc
la télé
se dév
dispro
dispos
remen
qu'une
le Qu
qu'un

Il e
sées p
radio
quoi
nes a
priés
coloni
émeu
sont

permis à quelques groupuscules organisés et manipulés par l'étranger de transformer, en s'appuyant sur le mécontentement diffus de la jeunesse, une opération de patrouille limitée à la taille de Nanterre en une agitation à l'échelon national.

II. — LA RUE.

Nous venons d'évoquer deux éléments qui, en effet, ont joué dans les événements récents un rôle important, la complicité de la radio et de la presse et la faiblesse du gouvernement. On peut dire que sans l'un et l'autre de ces auxiliaires, il n'y aurait eu au Quartier Latin que des incidents de rue aussitôt oubliés après le journal du lendemain et non le déchaînement passionnel qui s'est produit à travers toute la France. On ne saurait trop répéter cette remarque essentielle de stratégie politique : les événements qui se déroulent au Quartier Latin sont et doivent rester des événements locaux qui se produisent dans un secteur circonscrit et naturellement agité : ils n'ont d'importance que dans la mesure où ils sont répercutés sur toute la nation par la presse, la radio et la télévision et que le gouvernement d'autre part les laisse se développer sans entraves. Dans un Etat moderne, la disproportion entre les forces de police et les forces dont disposent les émeutiers, c'est ce qu'ont prouvé très clairement les événements de la dernière quinzaine, est telle qu'une émeute dans un périmètre aussi circonscrit que le Quartier Latin n'a pas plus d'importance en vérité qu'un accident de la circulation.

Il est clair que, si les choses n'avaient pas été dramatisées par le reportage en direct de la nuit du 11 mai, si la radio avait été mise dans l'impossibilité de se mêler en quoi que ce soit aux incidents de cette nuit, si ses antennes avaient été muettes, si les journaux avaient été priés de ne pas consacrer le lendemain plus de deux colonnes en troisième page à cette péripétie locale, les émeutes du Quartier Latin seraient restées ce qu'elles sont en réalité au XX^e siècle, un chahut d'écoliers dans un

coin de la cour. Les barricades, c'est comme les omnibus : c'est du matériel du temps de Louis-Philippe.

Le gouvernement, de son côté, n'a su prendre aucun parti. Il n'a su ni laisser les étudiants construire des barricades et se trouver dans l'obligation ou de les démolir ou de se battre avec les riverains furieux de ne pas voir arriver le lendemain matin le lait et les croissants, ni s'opposer à leur construction au moment où on les élevait. Il a arrêté quand c'était utile, mais n'a pas su maintenir les arrestations en les expliquant. Il s'est déconsidéré en revenant avec légèreté sur ses décisions. Il a mis quinze jours à apprendre également qu'il y a des cas où il vaut mieux qu'il n'y ait aucune force de police. Et il n'a pas encore compris qu'il y a des tolérances qu'il ne faut pas accepter. La faute principale a assurément été faite par le Président du Conseil, lorsque celui-ci, à son retour d'Afghanistan, a tout lâché en quelques minutes, encourageant l'émeute, lui donnant une prime, capitulant devant la rue et montrant en fait tout le contraire de la vigueur et de la valeur dont on devait plus tard le féliciter.

Il est à peu près certain que, sans le discours désastreux de Georges Pompidou, toute la crise aurait pu être évitée ou circonscrite. Mais il est clair, il est prodigieusement clair que, dans toute cette affaire, le gouvernement a été conduit par la grande maxime de Gambetta : pas d'ennemis à gauche. En dépit de ses rodomontades, de ses déclarations de guerre, de sa politique de salut public, il est clair que le régime n'a eu d'abord qu'une pensée sur laquelle quelques gestes électoraux ne doivent pas nous tromper : ne pas frapper, ne pas mécontenter à gauche, ne pas se couper de la gauche, réserver au contraire pour la droite qui suivra toujours le parti de l'ordre ses prisons, ses procès, ses accès de rage. Il n'a pas tort en effet, puisque ses ennemis de droite lui ont prouvé leur lâcheté ou leur bêtise en participant massivement au rassemblement de la place de la Concorde dont nous parlerons tout à l'heure.

La seconde leçon à tirer des événements est pourtant celle-ci : le gouvernement qui n'avait, comme dans tous

les autres domaines, rien prévu, rien préparé, rien dévinié et qui a même fait toutes les fautes qu'on pouvait faire en cette circonstance est toutefois resté maître de la rue en application de cette grande loi qui commande toutes les méthodes de la politique moderne : il y a une telle différence d'armement entre la police ou les forces du maintien de l'ordre et les simples manifestants que toute opération de rue, à moins qu'elle ne soit conduite par des moyens totalement inédits, est condamnée à l'échec et par conséquent ne peut aboutir qu'à renforcer le gouvernement qu'elle vise à renverser.

III. — LA GREVE.

Le mélange de malhonnêteté et de spontanéité qui se trouve à l'origine des émeutes du Quartier Latin se retrouve également à l'origine des grèves ouvrières. Il n'est pas douteux que les premières grèves de caractère politique destinées à exploiter parmi les ouvriers les émeutes étudiantes ont été décidées par des minorités et imposées par elles dans la plupart des entreprises. Là encore, ce thème a été traité dans certaines déclarations du Président du Conseil puis abandonné ensuite, lorsqu'il ne correspondait plus à la réalité. Cette situation n'en a pas moins existé. Ces grèves par la contrainte posent une question grave sur laquelle il faudra revenir. Pour l'instant, bornons-nous à enregistrer ce fait caractéristique. Mais là encore, comme dans le mouvement étudiant, la grève politique décidée par une minorité est devenue très rapidement une grève revendicative à caractère professionnel acceptée et soutenue par la majorité, parce qu'il existait un mécontentement diffus, un contentieux qui pourrissait depuis des années, que le gouvernement laissait consciemment pourrir et qui a provoqué une quasi-unanimité de la grève aussitôt que le gouvernement eût donné des preuves de faiblesse. Et là encore, le tournant a été pris au moment du discours de Pompidou le 13 mai, la capitulation du gouvernement devant les étudiants ouvrait toutes les écluses. Puisqu'il suffisait de hurler pour intimider, de revendiquer pour obtenir, puisque l'obstruc-

tion et le désordre étaient payants et qu'on n'osait rien leur opposer, à ce moment-là, le flot des refus accumulés, des revendications inscrites au calendrier depuis des années et ignorées, transforma un mouvement d'intimidation et de contrainte en un mouvement professionnel assuré d'une très large base.

Là encore, l'extension et la conduite de la grève entraînent un certain nombre de remarques. D'abord, elles mettent en lumière l'incompétence et l'irréflexion du gouvernement. L'ignorance du climat social dont on a fait porter la responsabilité à Marcel Jeanneney est, en réalité, une responsabilité qui remonte beaucoup plus haut. Elle est la conséquence du fameux slogan : *l'Intendance suit*. L'Intendance suit en effet, et on l'ignore. Qu'elle suive comme elle peut, qu'elle suive cahin-caha, qu'elle perde en route une partie de son matériel, on considère en effet que c'est sans importance. C'est cet égoïsme, cette indifférence, cette orgueilleuse ignorance de tous ceux qui travaillent, qui sont responsables de l'unanimité et de la fermeté qu'on a découverts tout d'un coup.

L'imprévoyance du gouvernement a été double. Elle n'est pas moins frappante dans le domaine de ce qu'on pourrait appeler les moyens de secours. Quand un régime prétend conduire l'ensemble des travailleurs comme un mauvais cheval rétif auquel il faut serrer la bride, il pourrait tout au moins prévoir les moyens qui lui permettent de ne pas être à la merci des ruades. Que le pays ait pu être paralysé en une semaine, faute de transports, faute d'essence, à un moment faute de numéraire, et sans même que les grévistes emploient la totalité de leurs moyens, c'est une constatation qui met vivement en lumière l'impéritie et l'imprévoyance du régime : car, dans les quelques services vitaux dont dépend le fonctionnement d'un Etat moderne, rien n'est plus facile que de prévoir les équipes qui doivent en assurer le fonctionnement en cas de paralysie. Dans un Etat qui sait ce qu'il veut et qui est décidé à se défendre, la grève générale est un outil aussi vain et aussi périmé que les barricades.

Je désire ne pas laisser d'équivoque sur un point de

mon analyse. Je regarde comme juste une grande partie des revendications qui ont été présentées par les travailleurs. Elles auraient assurément été moins coûteuses et moins nombreuses si le gouvernement avait montré au départ plus d'énergie. L'addition risque d'être accablante parce que tout le monde a compris en menant les négociations que le gouvernement accorderait n'importe quoi pour rester. Le dialogue a été fondé sur deux spéculations également malsaines. Les syndicats comptaient sur la volonté du gouvernement de rester, de s'accrocher au pouvoir à tout prix ; le gouvernement escomptait la fatigue des grévistes, les inquiétudes de la fin du mois, l'usure même de la bataille. On ne fait pas de bon travail dans ces conditions pénibles qui ont abouti par une demi-défaite des deux interlocuteurs. Le gouvernement n'a réservé qu'une clause, témoignage de sa déloyauté : de toutes les garanties demandées par les travailleurs, une seule a été finalement « oubliée » par les divers syndicats à la liquidation générale, c'est cette fameuse échelle mobile qui devait protéger les avantages acquis par la grève contre une inévitable dévaluation.

Le parti communiste constamment débordé sur sa gauche par de jeunes ouvriers que ses mots d'ordre et ses cadres ne contrôlent pas a été aussi malmené que le gouvernement en cette circonstance. Après avoir essayé en vain de « récupérer » les étudiants et d'utiliser leur révolte à son profit, il n'a guère été plus heureux avec les ouvriers. Le plan du parti communiste était de faire accepter les accords de Grenelle, c'est-à-dire d'aider le gouvernement, allié de la Russie soviétique, à s'en tirer avec le minimum de dégâts. Sa stupeur lorsqu'il ne put faire entériner cette capitulation par la base l'a entraîné à une fausse manœuvre, voulue ou non, et qui n'en a pas moins été bénéfique pour le régime en place. Le parti communiste, devant le *pronunciamento* des grévistes, se crut assez fort pour lancer un ultimatum et exiger la chute du régime. Cette manœuvre politique n'aurait été possible qu'avec des troupes solidement en main et soulevées par un vigoureux élan de colère. Ce n'était absolument pas le cas, la lame de fond populaire qui crée la situation

révolutionnaire était absente depuis le début. L'ultimatum du parti communiste créa un *suspense* très intéressant. Pendant vingt-quatre heures, toute la France se demanda assez puérilement, il faut l'avouer, si le régime se maintiendrait contre ce chantage. La réponse du 30 mai permit à celui-ci de marquer un point décisif à la fois sur le plan psychologique et sur le plan tactique : l'opposition avait des chances assez sérieuses de mettre le régime en difficulté sur le référendum qui lui permettait de bloquer tous les *non*, quelles que soient les nuances politiques qui accompagnent le refus. En acculant le régime à une manœuvre de repli qui lui permet de remplacer le référendum, réponse claire, par des élections, réponse équivoque, l'opposition perd sa meilleure carte et son unique chance de victoire. De même, par ce défi imprudent parce qu'il n'était pas appuyé sur un élan révolutionnaire irrésistible, le parti communiste s'exposait à la manifestation plébiscitaire de la place de la Concorde contre le drapeau rouge, symbole du désordre, et ainsi il tirait définitivement le char-à-banc gaulliste de l'ornière dans laquelle il s'était enlisé.

La complicité et ensuite les fautes du parti communiste ont donc puissamment servi le régime dans ce passage difficile. Ce qu'il est intéressant de retenir, c'est que, pour des raisons diverses, ni la colère étudiante ni la grève générale n'ont été dirigées consciemment contre le général de Gaulle. Il est également remarquable que cette affaire, improvisée en tous points, échappant de tous côtés à ceux qui ont prétendu la contrôler, n'est pas devenue spontanément une opération antigauilliste. Le général de Gaulle n'était pas plus en cause que s'il avait déjà disparu. C'était *déjà* une péripétie de l'après-gaullisme, et c'est là ce qui a trompé quelques-uns. Les slogans hostiles qui ont été criés et dont nous nous félicitons ne l'ont été en somme que par hasard. Ce n'est pas la haine du Président de la République ni du gaullisme qui ont été le moteur principal du soulèvement. L'émeute des étudiants limitée à la rive gauche, l'action des travailleurs évitant soigneusement l'Elysée en ont été des preuves suffisantes. C'est le *style* du régime qui était

mis en accusation, non les personnes. Et, au fond, le régime lui-même, tel qu'il est incarné en ce moment, n'a jamais été sérieusement menacé. On a cru qu'il était en péril, mais ce péril imaginaire a été créé de toutes pièces par les exagérations de la radio et de la presse, et, nous le répétons, par les incertitudes et la mollesse du premier ministre.

C'est là un point dont le public s'est peu rendu compte. Je n'ai aucune antipathie contre Georges Pompidou qui s'est conduit dans toute cette affaire comme un gestionnaire raisonnable et consciencieux, mais il me semble que, s'il a montré des qualités éminentes d'administrateur que personne ne lui conteste, il n'a montré aucune des qualités qui sont le propre d'un homme d'Etat. Il a manqué de coup d'œil, il a manqué d'instinct, il n'a pas su refuser quand un refus pouvait arrêter tout ni montrer de la vigueur au moment où un instant d'énergie épargnait trois semaines de panique. Il a employé en tout et pour tout une médecine émolliente, excellente dans les circonstances où elle était indiquée mais désastreuse là où elle agissait à contre-temps. Ce qui est à craindre, c'est qu'il n'en ait pas d'autre dans sa pharmacopée. C'est un excellent second. On aurait sans doute préféré pouvoir dire : c'est un successeur dans lequel nous pouvons avoir confiance. Je ne pense pas qu'on puisse le dire actuellement.

IV. — *LES NOUVEAUX POUVOIRS.*

Bien que tout le monde affecte aujourd'hui d'accepter l'arbitrage du suffrage universel pour sortir de la crise, il est clair que la représentation parlementaire a montré une fois de plus son impuissance comme mécanisme politique. On proteste en assurant que le mécanisme parlementaire est faussé par l'usage de la politique autoritaire. C'est bien vrai. Mais qui peut croire qu'un changement ministériel, c'est-à-dire un nouveau dosage des partis au sein du cabinet, eût été capable de mettre fin à une situation comme celle que nous avons connue ? Il est clair que le classique remède de la crise ministérielle

administré pour calmer le malade est sans effet dans des crises de ce type.

Mais la mise hors d'usage du mécanisme démocratique traditionnel n'est pas compensée par un fonctionnement satisfaisant du régime autoritaire. Le gaullisme n'a jamais su créer l'instrument qu'avait à sa disposition le National-Socialisme et qui permettait un contact continu entre la base et le pouvoir. L'absence du « parti » et son remplacement par un inutile quadrillage administratif condamne les ministres en place à agir à l'aveuglette, à se décerner des brevets d'auto-satisfaction sans chercher à savoir ce qu'en pensent les usagers : le mécanisme parlementaire ne fonctionne plus, mais le mécanisme autoritaire fonctionne plus mal encore. Il ne dispose même pas de ces multiples canaux créés par le temps et l'habitude, qui avaient fini par donner une espèce de sensibilité indirecte au gouvernement monarchique. Dans cet isolement du pouvoir, le peuple apparaît alors comme un continent inconnu. Ses accès de fièvre sont comme des tremblements de terre. On subit le cataclysme sans pouvoir en deviner la date ou en mesurer la force, sans pouvoir non plus le contrôler ou l'apaiser. On attend que ce soit fini et ensuite on fait le bilan des dégâts.

En revanche, des pouvoirs qui ne sont pas inscrits dans le schéma constitutionnel sont nés des circonstances et ont montré à cette occasion à la fois leur importance et leurs limites.

Le premier de ces pouvoirs est le syndicalisme. Il est apparu comme une commande essentielle pendant cette période de dérapage. Il suffisait de tourner le bouton d'un poste de radio. Les noms que l'on entendait n'étaient ni ceux des ministres ni ceux des parlementaires, ils étaient ceux des secrétaires des syndicats. On a eu l'impression que c'était par eux que la situation était commandée. Mais c'était une impression seulement. Le refus par la base des accords de Grenelle prouve à quel point leur pouvoir est fragile. Et c'est assurément dans le fonctionnement même du syndicalisme qu'il faut chercher la cause de cette fragilité.

Les syndicats se chargent de graves responsabilités alors que leur représentativité est contestable. La caractéristique du vote syndical dans les entreprises et dans les usines est en effet l'indifférence de la plupart des votants. Il est fréquent que les abstentions soient de l'ordre de 50 à 60 %. Dans ce cas-là, c'est donc 40 % des travailleurs qui ont participé au scrutin. Lorsque la C.G.T., par exemple, est en tête d'un tel scrutin avec le tiers des suffrages, elle ne représente donc en réalité que 14 à 15 % des salariés de l'entreprise. Malgré ce faible pourcentage, c'est elle qui dispose de la plupart des délégués d'usine et qui est habilitée à parler au nom de l'ensemble des salariés. La situation n'est pas tout à fait la même dans de grandes entreprises comme Renault ou Citroën où le fonctionnement de la représentation syndicale est moins imparfait. Mais la même ambiguïté se retrouve dans d'autres syndicats très tapageurs qui se sont mis en vedette au cours des événements. Par exemple, le S.N.E. Sup n'avait plus au moins de mai 1968 aucune représentativité réelle : une très grande partie et pour ainsi dire la totalité des professeurs de l'enseignement supérieur avaient démissionné entre décembre et mai à la suite de l'escalade du S.N.E. Sup vers une politisation que les professeurs réprouvaient et l'on peut dire qu'au début du mois de mai, la représentativité du S.N.E. Sup était limitée à 20 % du personnel de l'enseignement supérieur, ce pourcentage représentant essentiellement des assistants sans qu'on sache exactement la part des employés subalternes, appariteurs, préparateurs, personnel d'entretien. Est-il souhaitable que des décisions intéressant l'enseignement supérieur tout entier soient prises dans ces conditions ? Est-il normal qu'une minorité politisée impose sa volonté au personnel d'une entreprise tout entier par l'intermédiaire de ses activistes et de ses piquets de grève ? Faut-il s'étonner que, dans ces conditions-là, les centrales les plus puissantes comme la C.G.T. ou la C.F.D.T. n'arrivent pas à imposer les décisions qu'elles prennent au sommet dans les délibérations avec les ministres ?

Cette malhonnêteté dans la représentativité syndicale

est une tare grave et, à notre avis, désastreuse par ses conséquences. Le fonctionnement honnête du syndicalisme est certainement une des voies de l'avenir. Dans l'usure générale des structures démocratiques, la représentation directe des travailleurs nous a paru de tout temps être un des mécanismes de rechange sur lesquels on peut fonder les plus grands espoirs. Nous pensons toutefois qu'une entreprise étant une unité par son caractère, par ses problèmes, par ses intérêts, c'est la représentation de la totalité des participants qui devrait être prise en considération.

Le syndicalisme horizontal, tel qu'il est conçu actuellement, est un instrument de la lutte des classes et par conséquent un instrument d'obstruction et de falsification. Ce qu'il importe de dégager, c'est un syndicalisme vertical associant à l'information et, en certains cas, à la responsabilité, la totalité des travailleurs sans distinction de catégories. Ces unités verticales, représentant les intérêts et les préoccupations de la profession tout entière, pourraient être dans la politique générale et spécialement dans la politique économique des intermédiaires très utiles du dialogue et de l'intervention.

Mais, il est évident que cette représentativité syndicale ou corporative, comme on voudra (nos lecteurs les plus anciens connaissent à ce sujet les idées de Per Engdhal résumées dans sa petite brochure sur le corporatisme dans laquelle nos positions sur ce sujet ont été publiées depuis plus de dix ans) ne peut se concevoir qu'avec une parfaite probité intellectuelle et politique. Pour que le syndicalisme, sous quelque forme qu'il fonctionne, soit un instrument efficace, il faut qu'il repose sur une participation effective des travailleurs s'exprimant par un *quorum* de votants très supérieur à celui qui est atteint actuellement et que, d'autre part, les élections soient toujours faites à bulletin secret sous un contrôle impartial, que les décisions qui sont sollicitées dans les cas de grève ou de revendications d'ordre général soient également des consultations de l'ensemble du personnel exprimées par un vote au scrutin secret loyalement publié avec le pourcentage des participants.

Un syndicalisme fondé comme le syndicalisme actuel sur la malhonnêteté, le professionnalisme et l'escamotage des chiffres ne peut que fausser les situations de fait, conduire à des mécomptes comme le refus par la base des propositions acceptées par les bureaux syndicaux et ne sert qu'à aggraver le désordre au lieu de créer un instrument de contrôle. Il serait souhaitable au contraire qu'il existe un mécanisme syndical puissant et complet dont le fonctionnement soit garanti par les institutions et associé officiellement à la vie du pays. Il ne serait pas moins nécessaire que, dans un tel ensemble syndical, les tendances apolitiques et purement professionnelles soient également représentées et que les syndicats ne soient pas comme ils le sont actuellement des succursales des partis politiques travaillant à leur profit et souvent à leurs ordres.

Un autre pouvoir, moins apparent, mais qui a joué un rôle occulte et non négligeable dans les événements récents est celui de l'armée. La démarche étrange, et jusqu'à un certain point mélodramatique, effectuée par le Président de la République auprès du Quartier Général des troupes en Allemagne et sur laquelle le présent numéro donne des renseignements peu connus du public, a suffisamment mis en lumière le rôle, à certains moments décisif, de l'armée dans un Etat en pleine décomposition. On peut se demander si, au dernier moment, ce n'est pas une sorte de *pronunciamento* militaire qui a sauvé le régime, comme on peut se demander également si la faiblesse manifestée par Pompidou à son retour de Téhéran n'avait pas eu pour cause, en réalité, une sorte de grève perlée de la police devant laquelle il fallait absolument gagner quarante-huit heures. Il est certain en tout cas que dans un régime dont les structures cèdent de tous côtés, dans un mécanisme dans lequel les commandes ne répondent plus, le rôle de l'armée et celui des forces du maintien de l'ordre devient tout d'un coup, et sans que personne l'ait voulu, un élément capital et même le seul point d'appui solide sur lequel le gouvernement puisse compter.

Les responsabilités qui incombent à ce nouveau pou-

voir ne sont pas moins embarrassantes que celles qui ont pesé brusquement sur la représentation syndicale. L'armée et les forces du maintien de l'ordre représentent la force, elles ne représentent rien d'autre. Contre l'inertie et le désordre anarchique, leur intervention est limitée à un effet de choc et à une brutale reprise en main. Mais si cet effet de choc est insuffisant, si cette reprise en main échoue ? Le rôle de l'armée et des forces du maintien de l'ordre n'a un sens politique que s'il est complété par une infrastructure d'action civique. Précisons qu'on ne saurait entendre par ce terme ni une police supplétive, ni quelque entreprise de délation ou de pression, mais des services de fonctionnement de la collectivité, intervenant pour protéger la santé, l'alimentation, les transports indispensables, en un mot la vie de tous les innocents, comme les pompiers interviennent pour sauver les victimes d'un incendie. Cette infrastructure, contrairement à ce qu'on croit, ne peut être improvisée ni élaborée en quelques semaines. Elle suppose des techniciens, une logistique, une mise en place de commandements. La mobilisation de certains réservistes dont dispose le pouvoir militaire n'est qu'un des éléments de cette infrastructure, elle n'en est pas l'essentiel. En vérité, cette infrastructure civique devrait être élaborée d'avance et correspondre à un plan de mobilisation secret des forces civiques échelonné selon la gravité des circonstances et les problèmes à résoudre.

Tout est à faire en ce domaine. Et il reste peu de temps sans doute pour le faire. Car, les événements récents nous auront montré, en tout cas, la vulnérabilité des grands ensembles politiques modernes. Un régime, quel qu'il soit, ne peut accepter que la paralysie totale du pays soit décrétée par des petits groupes minoritaires et irresponsables. Une des tâches essentielles du pouvoir politique dans un Etat moderne est assurément de prévoir les pièces de rechange du fonctionnement dans des périodes critiques. Il est indispensable de méditer une stratégie du maintien de la vie normale dans les circonstances dramatiques.

Cette planification pour laquelle rien n'a encore été entrepris est une planification qui n'est ni moins urgente ni moins grave que la planification générale de la production. Elle comporte, ou tout au moins devrait comporter, en marge du plan de défense lui-même, des décisions à longue portée qui correspondent à la structure socio-politique d'un Etat moderne. Il est dangereux, par exemple, qu'un corps étranger sur lequel le gouvernement ne peut rien, une sorte de citadelle des syndicats, un secteur d'élection de la paralysie soit installé au cœur même de Paris, à Boulogne-Billancourt : il est indispensable que les *congrès* sociologiques qui peuvent servir aux entreprises de subversion à venir soient transférées hors du centre nerveux de la région parisienne. Le gouvernement actuel cultive soigneusement à la périphérie de Paris un certain nombre d'abcès au cerveau dont le curetage est pratiquement impossible et qui, un jour ou l'autre, emporteront le malade.

Ce n'est là qu'un détail. Le « ghetto noir » est partout en réalité dans notre civilisation industrielle. Les secteurs arabes de Paris et de sa banlieue peuvent être un jour eux aussi des sources d'inquiétude. L'apparition des nouveaux pouvoirs et la révélation de la fragilité des grands édifices de la civilisation industrielle exigent en réalité des prévisions qui ne sont pas moins importantes dans un Etat moderne que le plan de mobilisation dans les Etats d'autrefois. Car le danger principal, aujourd'hui, n'est plus le danger militaire extérieur auquel nos traditions nous préparent à faire face, c'est le danger de la subversion et de la guerre civile qui est l'outil moderne dont se sert l'étranger contre notre indépendance.

Enfin, terminons sur une préoccupation de nature très différente. Les leçons à tirer des journées de juin ne relèvent pas seulement de la technique politique. Ces journées nous invitent à d'autres réflexions. Elles nous ont appris combien il est urgent de proposer à ceux qui ne veulent ni du pharaonisme capitaliste ni de la caserne communiste une voie qui ne soit ni aussi primaire ni aussi bouchée que celle de la « démocratie directe » telle

qu'on la conçoit dans la Chine de Mao. Nous avons eu sous les yeux le spectacle de la « démocratie directe ». Nous avons pu vérifier qu'elle n'aboutit qu'à l'anarchie totale et à la dictature des groupes de choc, par le terrorisme intellectuel, l'intimidation, le karaté et le vote à mains levées. Tout cela finit par quelque sergent Battista. Quand le sergent Battista est marxiste et sentimental, il devient Fidel Castro : les intellectuels de gauche appellent alors ses nervis des « milices populaires » et le lavage de cerveau devient « l'éducation du peuple par le peuple », le modèle des Universités autonomes, en somme. Il est temps de montrer qu'il existe un autre chemin que cette fondrière qui ne conduit qu'à un paysage de chaos.

Ce que la jeunesse réclame et ce que nous devons impérieusement retenir, c'est d'abord qu'elle ne veut plus être placée dans le bidonville moral où nous la maintenons. Ils ont des autos, c'est entendu, ils ont des filles, ils vont au cinéma, ils mordent à belles dents dans cette « société de consommation » qu'ils refusent. C'est vrai : mais ils y sont des mineurs. Le contrat tacite entre la jeunesse et notre société, c'est qu'ils achètent le bien-être par la soumission, les galons par le conformisme, c'est qu'ils ne sont rien et que nous les invitons à continuer à n'être rien jusqu'au jour où ils prendront place bien sagement dans la file : c'est que leur énergie, leur pouvoir créateur, la force et la splendeur de leurs belles années seront éternellement perdus, à cause de nous, et transformés, grâce à notre système, en des quotités de rendement, en une énergie utile, un pouvoir créateur utile que nous utiliserons pour la pétrochimie, l'économie politique, l'industrie des plastiques ou autres belles choses. Et par conséquent, le premier de nos devoirs, c'est de leur donner quelque chose à faire de leur jeunesse.

Et deuxièmement, ce que réclame la jeunesse, et non seulement la jeunesse, mais tous les hommes attachés au moulin de notre « civilisation industrielle », c'est qu'on les regarde comme des hommes et non comme des objets de la production-consommation, qu'on leur parle comme

à des hommes, qu'on pense à eux comme à des hommes, et non comme à des ouvriers de Pharaon, voués à bâtir d'interminable pyramides, et pour lesquels on a assez fait quand ils ont leur deux pièces cuisine à Palaiseau, leur trois semaines de congés payés et leur portion congrue qui leur impose le silence. Et certes, il y aura toujours des usines et dans ces usines des chaînes de travail, et pour aller à l'usine des métros, parce qu'on ne peut pas donner des autos à tout le monde sans qu'il y ait des chaînes de production et par conséquent des usines. Mais dans cette société de travail collectif dont certains facteurs sont interchangeable, nous pouvons changer *l'esprit*, et c'est l'essentiel. La société industrielle est essentiellement coupable d'avarice, de cupidité, de dureté : elle ne pense qu'au *rendement*, celui des machines, celui du capital, celui des hommes. Ce que nous pouvons changer, c'est cette société technocratique du rendement. Quand des architectes et des urbanistes penseront non plus à *loger et transporter* au meilleur marché possible, mais à créer des conditions de vie humaines et agréables, quand des employeurs penseront non plus à payer leurs ouvriers *le plus juste prix* pour dégager la meilleure *marge bénéficiaire*, mais qu'ils se sentiront *personnellement* responsables de leur bonheur, de leur vie, de leur satisfaction, de leur santé physique et morale, comme s'ils étaient les rois de quelque royaume, lorsqu'ils les traiteront non pas comme un *facteur de prix de revient*, mais comme des hommes qu'ils sont, à ce moment-là les changements et les solutions viendront d'eux-mêmes.

C'est cet esprit nouveau, c'est ce sentiment nouveau *d'humanité* qu'il faut créer pour détruire la malédiction de férocité qui pèse depuis l'origine sur la société industrielle. Et il faut apprendre notamment aux hommes qu'en s'attachant aux illusions du verbiage démocratique, ils se condamnent à être éternellement trompés. Le pouvoir réel dans une société consiste à avoir sa part, une part juste, dans le mécanisme de la distribution des biens, et non à se donner l'illusion du pouvoir, en jetant au bulletin dans l'urne tous les quatre ans. Ce trompe-l'œil électoral mobilise les énergies et les conduit finalement vers

une rivière où elles se noient, comme le joueur de flûte de Hamelin qui débarrassait ainsi la ville de ses rats. La vieille mécanique impotente de la démocratie rend aux féodaux un dernier service, mais capital : elle empêche tout le monde de regarder en face le vrai visage de la société industrielle. Mais la secousse des journées des mai a illuminé pendant un instant, comme un éclair, les lézardes de la vieille baraque. Si nous ne voulons pas qu'elle nous tombe sur la tête, il est temps que nous réformions non seulement nos structures, mais surtout nos cœurs, et que nous apprenions à parler aux hommes un langage qui ne soit plus le vieux langage de miel qui endort et engendre l'oubli.

Maurice BARDECHE.

Les articles composant le présent numéro seront repris dans l'ouvrage de François DUPRAT

LES JOURNÉES DE MAI

Préface et Postface de Maurice Bardèche

Nouvelles Editions Latines, Paris

Sous presse : mise en vente 27 juin.

Les Groupuscules et les Journées de Mai

On commence à savoir aujourd'hui qu'un certain nombre de groupes extrémistes ont joué un rôle déterminant dans le déclenchement des troubles du Quartier Latin. Pour comprendre leur rôle et avoir une vue claire et complète des événements et de leur enchaînement, il faut présenter rapidement ces différents groupes et leur histoire. C'est l'objet de la présente documentation.

I

LES TROTSKYSTES : LA JEUNESSE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (J.C.R.)

Créée par des dissidents trotskystes de l'Union des étudiants communistes, la J.C.R. a connu un certain succès avant la création de l'U.J.C.-M.L. et le développement du C.L.E.R. La J.C.R. naquit en mars 1966, lorsque 250 militants parisiens de l'U.E.C. et 200 autres de province firent scission pour former une nouvelle organisation trotskyste. La J.C.R. fut soutenue matériellement et financièrement par le Parti Communiste internationaliste de Frank. La voix ouvrière, liée au groupe Frank, annonça avec beaucoup de chaleur la création de la J.C.R.

La J.C.R., animée par Krivine, solide « debater » mais peu activiste et surtout par Goldberg, chef de son service d'ordre, a essayé dès sa création, de ne pas se limiter au milieu universitaire, mais de rayonner en milieu ouvrier. Regroupant, à son origine, 450 militants, la J.C.R.

lance des groupes à Caen, Rouen, Nice, Bordeaux, Cannes, Clermont-Ferrand et publie un mensuel assez bien fait : *avant-garde jeunesse* et des bulletins ronéotypés locaux. Contrairement au C.L.E.R. dont l'influence syndicale est très récente, la J.C.R. disposait de solides soutiens syndicaux et un accord avec les Etudiants P.S.U., lui permit, au début de 1967, de disposer d'une vice-présidente et de deux places au Bureau national de l'U.N.E.F. Outre cet aspect syndical, la J.C.R. entreprit un gros travail de noyautage au sein des Comités Vietnam de base, afin d'obtenir un recrutement plus substantiel.

Le travail de structuration de la J.C.R. était entravé, une fois encore, par les querelles entre clans. Les syndicalistes, comme Alain Krivine et son frère Jean-Marc, et Marc Kravetz (ancien président de la F.G.E.L.) voulaient essentiellement s'assurer le maximum d'influence au sein de l'U.N.E.F. Les politiques, et surtout Goldberg, voulaient, eux, bâtir une solide organisation militante, disposant de groupes de choc nombreux. Ces différentes interprétations du rôle de la J.C.R., jointes à des oppositions personnelles, semaient un climat de tension au sein du mouvement. La J.C.R., comme tout mouvement trotskyste qui se respecte, a vécu parmi des scissions et des exclusives. C'est ainsi que Marc Kravetz a été, en 1967, écarté pratiquement de la direction de la J.C.R. Des groupes J.C.R. passèrent un moment à C.L.E.R. et vice-versa. Ces remous empêchèrent pendant longtemps la J.C.R. de se développer d'une façon plus considérable. Celle-ci tournait de plus en plus au magma informe et n'arrivait pas à se structurer.

La naissance des Comités d'action lycéens (C.A.L.) vient à point pour la J.C.R., qui les soutient au maximum, en haranguant les lycéens qui veulent s'emparer du lycée Condorcet pour protester contre l'exclusion d'un de leurs responsables et en participant aux manifestations des C.A.L., recrutant ainsi de nouveaux adhérents. Krivine fut l'organisateur de ces violents affrontements, qui permirent à la J.C.R. de retrouver un second souffle.

La J.C.R. joua un rôle assez effacé dans la préparation des émeutes. Elle conclut un pacte d'unité d'action avec

Cohn-Bendit, à qui elle offrit une tribune lors de son meeting du 8 mai, où Cohn-Bendit fait figure de leader étudiant. Pour la première fois, un meeting de la J.C.R. réussit à rassembler des effectifs assez importants, puisque 4.000 jeunes gens, environ, y participèrent. L'occupation de la Sorbonne est préparée en commun ; Kravetz et Krivine y jouent un rôle important, ce qui contribue à redorer le blason de la J.C.R. Face à la flambée ouvrière, la J.C.R. soutient l'action du groupe de l'hebdomadaire trotskyste VOIX OUVRIERE, qui tente de s'implanter dans les usines, malgré les furieuses réactions du service d'ordre du Parti communiste. Il est à noter que des groupes « Voix ouvrière » existent chez Renault et s'y montrent très actifs, ce qui inquiète le P.C. D'où la décision de la C.G.T. de « prendre le train en marche » pour empêcher aux trotskystes toute possibilité de la tourner sur la gauche.

La J.C.R. profitait largement de son unité d'action avec le Mouvement du 22 mars, l'U.N.E.F. et le S.N.E.-sup. Elle disposait, en effet, d'agents actifs dans ces organisations. C'est ainsi que Ben Saïd, adjoint de Cohn-Bendit est un membre de la J.C.R. et travaille au maximum pour une fusion du mouvement du 22 mars et de la J.C.R. Il s'oppose à ce propos, avec beaucoup de violence, à Cohn-Bendit.

La J.C.R. contrôle complètement le Comité d'occupation de la Sorbonne, ce qui lui assure une place privilégiée dans la Faculté de lettres où son stand, décoré du portrait de Trotsky, est le plus couru. La J.C.R. recrute actuellement d'une façon importante, et cette organisation, hier moribonde, est devenue la formation la plus nombreuse de l'extrême-gauche étudiante. Il faut expliquer la raison de ce subit engouement des éléments les plus révolutionnaires pour une J.C.R., hier méprisée. Cette raison est évidente : la J.C.R. a été la véritable responsable de la nuit des barricades du 10 au 11 mai. Ce sont des militants J.C.R., sous les ordres de A. Krivine et Goldberg qui se sont mis à élever les premières barricades alors que Sauvageot, Geismar et Cohn-Bendit multipliaient les appels au calme et s'efforçaient d'empêcher

l'éclatement de l'émeute. La J.C.R. avait préparé pendant plusieurs jours le schéma de l'émeute ; un plan de barricades possibles avait été tracé dès le 8 mai, après qu'il fut devenu évident que les dirigeants étudiants n'étaient pas décidés à attaquer la Sorbonne pour en chasser les forces de police. Les militants J.C.R. s'étaient solidement préparés au combat et ils se montrèrent très efficaces, défendant à 200 ou 300 principalement les barricades de la rue Gay-Lussac, où la résistance fut la plus forte et la plus déterminée.

Gonflée par cette action, la J.C.R. a servi de moteur aux Comités d'Action Populaire, qui sont chargés de regrouper sur un plan cellulaire les militants révolutionnaires, dans les lycées, les facultés, les usines, les quartiers. Krivine est apparu comme le porte-parole des comités, où les responsables J.C.R. tiennent de nombreux leviers de commande. Les querelles constantes de la J.C.R. et de la F.E.R. ont entraîné des heurts entre ces deux groupes. Par contre, la J.C.R. assoupli sa tactique à l'égard des autres groupes et la J.C.R. joue un rôle catalyseur au sein de la Commune Etudiante.

II

LA FEDERATION DES ETUDIANTS REVOLUTIONNAIRES

La Fédération des Etudiants Révolutionnaires, par sa forme para-militaire, son style d'action et même son organisation, tranche sur les autres mouvements ultra-gauchistes, qu'elle attaque sans cesse.

Elle provient de l'ancien « Comité de liaison des Etudiants révolutionnaires » (C.L.E.R.) tendance trotskyste (groupe Lambert), hostile aux autres groupuscules trotskystes (P.C. internationaliste de Frank, Voix ouvrière, Cercle Léon Trotsky). Le C.L.E.R. avait été créé en 1961,

pendant la guerre d'Algérie, afin de structurer l'opposition trotskyste au P.C. et au P.S.U. au sein du Front Universitaire Antifasciste (F.U.A.) Quant au groupe Lambert, il consiste dans une scission extrémiste de la section française de la IV^e internationale.

Dans ses débuts, le C.L.E.R. avait surtout pour tâche de recruter des militants déçus par la timidité du P.C.F. à l'égard du F.L.N. Le C.L.E.R. était alors en étroit contact avec les réseaux jeune Résistance de Jeanson. Le C.L.E.R. était formé, à l'origine, de membres du Service d'ordre de la F.G.E.L. (Fédération des groupes d'étude de Lettres-Sorbonne) qui, alors aux mains de l'U.E.C., était, en réalité, soumise à un sérieux noyautage des trotskystes, parvenus en 1964-65 à gangrener d'une façon importante le secteur-Lettres de l'« Union des étudiants communistes » (U.E.C.). Ces trotskystes allaient se diviser, une partie créant avec l'appui du P.C.I. la *Jeunesse Communiste Révolutionnaire* en mars 1966.

Les hommes du C.L.E.R. allaient se tenir à l'écart de la nouvelle formation, bien que certains d'entre eux participassent, à titre personnel, à l'action de la J.C.R. ce qui devait bientôt entraîner leur exclusion du C.L.E.R. Pierre Goldman, fils d'un ancien officier F.T.P.F. devenu richissime, organisa le C.L.E.R. d'une façon efficace et insistant sur le côté paramilitaire du mouvement. Pour parvenir à un rendement optimum dans les bagarres contre les nationaux du Quartier Latin, Goldmann força ses hommes à multiplier les séances d'entraînement aux sports de combat. Les militants du C.L.E.R. parvinrent ainsi à constituer des groupes de choc efficaces, malgré leur petit nombre (une cinquantaine en moyenne). Leur première apparition spectaculaire eut lieu le 10 mars 1966 où ils se heurtèrent avec violence, en protégeant un meeting de l'U.N.E.F. à la Sorbonne, à un commando de la « Fédération des étudiants nationalistes ». Ce premier heurt sanglant (où un militant de la F.E.N. faillit perdre la vie, ou, du moins, l'usage de ses membres n'était qu'un début.

Le C.L.E.R., dans son action pour la formation militante de ses adhérents, se sert de deux salles de sport :

1) La salle de la Montagne-Ste-Geneviève, où s'entraînent les meilleurs experts en karaté de France. L'équipe française de karaté y livre des assauts réguliers.

2) La salle de Censier, une des salles sportives universitaires de la région parisienne.

Le C.L.E.R. éditait un mensuel, *Révoltes*, qu'il s'efforçait de distribuer dans les milieux ouvriers. Pour ce faire, durant l'année 1967, le C.L.E.R. tint des réunions dans la banlieue de Paris, en affrontant durement le service d'ordre du Parti communiste, toujours prompt à entamer la lutte contre les gens voulant le tourner sur sa gauche.

Mais l'essentiel de l'activité du C.L.E.R. gardait pour cadre le monde étudiant, où il livrait de véritables batailles rangées au Mouvement « Occident », alors en pleine ascension. Ces batailles permirent au C.L.E.R. de s'affirmer comme la seule force capable de s'opposer aux membres d'« Occident », d'où un grand regain de prestige pour les trotskystes.

L'organisation du C.L.E.R. était conçue en fonction de l'action sur deux plans :

— Sur le plan universitaire, le C.L.E.R., profitant de sa longue habitude du syndicalisme étudiant, se préoccupait de déborder l'U.N.E.F. sur sa gauche. L'U.N.E.F. ne cessait de dénoncer le « terrorisme syndical » du C.L.E.R., qui agissait par la violence non seulement contre les étudiants de droite, mais aussi contre ceux de gauche. De son bastion de la Sorbonne, le C.L.E.R. entendait contrôler tout le Quartier Latin.

— Sur le plan ouvrier, le C.L.E.R. se lança dans une politique de noyautage de la classe ouvrière (décrite dans le chapitre sur le débordement de la C.G.T.) A la rentrée de 1967, le C.L.E.R. était dirigé par une équipe assez hétérogène, depuis le départ de Goldman, qui avait disparu en prétendant se rendre pour une mystérieuse mission en Amérique latine. Le Secrétaire Général du C.L.E.R. était De Bresson, hostile à Goldman et à son successeur, chef du Service d'ordre du C.L.E.R. Jacques Rémi. Celui-ci s'appuyait sur J.-L. Argentin, son adjoint à l'organisation, tandis que les minuscules groupes ou-

vriers du C.L.E.R. étaient dirigés par P. Leu (jeunes Révolutionnaires Ouvriers) et Charles Berg (directeur du mensuel « *Révoltes* »). Dans le mouvement, la place principale, un moment occupée par Rémi était, de plus en plus, l'apanage de l'équipe De Bresson-Len-Berg, désireux de ne pas se limiter, comme Rémi, à un activisme stérile.

Toutes ces querelles, constantes dans les groupuscules gauchistes, avaient relativement moins d'effets néfastes sur le C.L.E.R., du fait de la dure structure du mouvement. Celui-ci ne se perdait pas dans les querelles byzantines ; les divergences portaient simplement sur des points de tactique, et il était donc possible de les résoudre. Mais l'intransigeance du C.L.E.R. n'était pas fait pour le rendre très populaire.

De plus, le C.L.E.R. devait lutter contre la concurrence, non seulement des frères ennemis de la J.C.R., mais des pro-chinois de l' « Union de la jeunesse communiste (Marxiste-léniniste). L'U.J.C.-M.L., disposant de gros soutiens financiers et d'une notoriété certaine, paraissait devoir grignoter les autres groupuscules extrémistes. Ce ne fut pas le cas, essentiellement de par les faiblesses de l'U.J.C.-M.L. Malgré tout, pendant les six derniers mois de 1966, le C.L.E.R. se retrouva en demi-sommeil. Il ne parvint pas, et c'était grave pour son recrutement, à noyauter efficacement les divers comités-Vietnam de base (Facultés et lycées), noyautage que réalisaient au maximum le J.C.R. et l'U.J.C.-M.L. Heureusement pour le C.L.E.R., comme pour tous les autres gauchistes, la Faculté de Nanterre allait devenir un terrain d'action tout trouvé. Surtout, ce terrain d'action allait celui de la violence, où le C.L.E.R. partait gagnant, face à ses concurrents beaucoup plus mous. Le mouvement occident, désireux d'aider au lancement d'une corpo de lettres-F.N.E.F. (première tentative de ce genre à Paris), avait commencé une vaste campagne sur Nanterre, où ses commandos allaient se heurter avec violence aux militants de gauche (en particulier les 17, 18 octobre et 2 novembre 1966).

Le C.L.E.R. y développa son action, dans des bagarres nombreuses contre « Occident », obtenant un recrute-

ment et une audience beaucoup plus larges qu'auparavant. La fin de l'année scolaire 1966-67 vit le C.L.E.R. devenir la plus puissante force politique de Nanterre, tandis que de solides bastions du C.L.E.R. se maintenaient en Sorbonne et dans certains lycées.

Il était cependant indispensable pour les responsables du C.L.E.R. de mieux structurer leur mouvement. C'est ce à quoi ils employèrent les grandes vacances de 1967. Des contacts furent pris en vue de l'élargissement du C.L.E.R., car l'objectif était de poser les bases d'un futur parti révolutionnaire.

En octobre 1967, le C.L.E.R. continuait sa lutte contre les mouvements d'extrême-droite (Action Française, Jeune Révolution, Occident), tout en s'efforçant d'accroître sa représentativité à Nanterre. Pour ce faire, le C.L.E.R. lance une grande campagne de revendications à Nanterre, parallèlement à celle que même l'équipe de Cohn-Bendit. Celui-ci est la bête noire du C.L.E.R., qui ne cesse d'essayer de saboter sa campagne de contestation. Le groupe Cohn-Bendit recrute alors et gêne considérablement l'implantation du C.L.E.R., qui poursuit cependant son quadrillage de la Faculté de Nanterre.

Il y a trois mois, le C.L.E.R. n'est encore qu'un groupuscule très faible, dont l'activité ne paraît guère pouvoir déboucher sur quelque chose de concret. Ses dirigeants concluent alors un pacte d'action (et de soutien) avec Grippa, chef du Parti communiste belge-marxiste-léniniste. L'action de Grippa visant à fédérer les groupuscules français enregistrerait là un succès, de taille. La rupture d'avec Pékin forçait alors Grippa à trouver de nouvelles sources de financement, il les trouvait d'abord en Albanie, devenue assez réticente devant les excès de la Révolution Culturelle. Mais il semble bien que Grippa ait trouvé en Allemagne de l'Est de nouveaux appuis. Et aussitôt, une série d'attentats se produisaient à Paris contre des établissements américains. Des explosifs étaient stockés et une mobilisation s'opérait parmi les militants du C.L.E.R.

Quelques jours avant le début de la crise universitaire, le C.L.E.R. se transformait brusquement en une « Fédéra-

tion des étudiants révolutionnaires » où l'argent ne manquait visiblement pas.

La F.E.R. s'installait 5, rue de Charonne dans une vieille maison aménagée en forteresse, sur le modèle de la « Commune de Berlin » de Fritz Teufel, dissident anarchisant du S.D.S. On peut, non seulement, donner des cours théoriques et pratiques mais encore y héberger en permanence une vingtaine de militants de choc. Ces militants de choc assuraient une permanence de combat pour la F.E.R., lui donnant l'assurance de pouvoir compter en toute circonstance sur eux. Cette permanence donnait de meilleures structures à l'organisation.

Les émeutes étudiantes allaient permettre aux militants de la Fédération des Etudiants Révolutionnaires de faire la preuve de leur valeur combative et de leur organisation face aux forces de l'ordre. Mettant en pratique, des procédés de combat très soigneusement mis au point avec le concours de spécialistes tout à fait capables, de provenance étrangère, la F.E.R. allait montrer son efficacité surtout le lundi 6 mai. En effet, le vendredi 3 mai, l'arrestation d'une grande partie de ses membres dans la cour de la Sorbonne l'avait à peu près décapitée et elle n'avait pas participé en tant que telle aux premières émeutes. Elle devait se rattraper dès le lundi.

Les commandos de la F.E.R. avaient soigneusement préparé le scénario de l'action à mener :

— Encadrement efficace de manifestants nombreux, mais incapables par eux-mêmes de faire face aux imposantes forces policières.

— Dispersion de petits groupes de combat provoquant avec violence le service d'ordre puis se repliant aussitôt, en laissant les policiers se ruer sur des groupes peu combattifs, forcés alors de se défendre.

— Très bonne répercussion des ordres par des estafettes en mobylettes, qui transmettaient rapidement les consignes.

— Utilisation d'armes de jet efficaces (cocktails-Molotov, pavés, boulons) permettant de « casser » l'élan des forces de l'ordre. De nombreux militants de la F.E.R. s'étaient installés, avant l'assaut des policiers, sur les

toits des maisons avec des provisions de projectiles divers. Leurs tirs de barrage contribuèrent à prolonger la résistance des barricades.

— Connaissance approfondie des secteurs où opérer et contrôle constant des arrières pour éviter un encerclement par les formations de police.

— Harcèlement des policiers, C.R.S. et gardes mobiles, lourds et statiques, par des commandos rapides, décrochant habilement lorsque l'engagement allait entraîner un corps-à-corps avec les assaillants. Cette habile tactique permit ce soir-là aux militants de la F.E.R. de laisser un très petit nombre des leurs aux mains de la police.

Toutes ces techniques dérivent directement des instructions pour la guerre de rues revues par les militants de la F.E.R. En bref, il ne manquait à ceux-ci que des armes à feu pour réaliser pleinement leur but ultime : plonger Paris dans un bain de sang, première étape de la « Révolution prolétarienne ». Quant au reste, rien n'y manquait, ni l'équipement (lunettes de mica, casques, bottes, gants de cuir, voire masques à gaz), ni les instructions, ni les répétitions soigneusement minutées.

Pendant toutes les bagarres, Rémi, organisateur de la F.E.R. sur le plan action, avait refusé d'appliquer un pacte d'action avec Sauvageot, Geismar et Cohn-Bendit, préférant mener son propre combat. Cette attitude de séparatisme de la F.E.R., par rapport à la « Commune Étudiante » allait se poursuivre et même s'accroître à la suite des événements du 6 mai et surtout de ceux des jours qui suivirent.

Le 9 mai, Geismar, Secrétaire Général du S.N.E.-Sup., déclarait fort imprudemment que « la Sorbonne serait libérée » le soir même. Dénonçant le mot d'ordre « aventuriste » (il menait à un affrontement sanglant à un mauvais moment) et « capitulationniste » (il n'était, bien sûr, pas suivi de réalisation et semait le découragement parmi les étudiants) de Geismar, la F.E.R., rompait les ponts avec l'U.N.E.F., le S.N.E.-Sup. et le Mouvement du 22 mars. Elle tenait, le 10 mai, un meeting (3.000 assistants) à la Mutualité au moment même où les barricades commençaient à s'élever au Quartier Latin. La F.E.R. re-

fusa
aver
voul
souv
mun
M
ratic
publ
pitul
Sorb
de la
dit »
parti
maît
tre le
Kriv
J.C.R
Per
fous
Comi
dèle
était
riles.
maxi
échou
ces d
Les
traier
ment
22 m
vrain

Plan

Pou
de pr
plann
par le
chant
sourc

fusa d'y participer, considérant que le mouvement était aventuriste et, surtout, beaucoup trop statique. La F.E.R. voulait, elle, pratiquer la guérilla urbaine, infiniment plus souple et fluide que la tactique défensive de la « Commune Etudiante ».

Mais la réussite psychologique sinon matérielle de l'opération barricades allait beaucoup nuire à la F.E.R., coupable de n'avoir pas su prendre le train en marche. La capitulation du gouvernement amenait l'envahissement de la Sorbonne par les révolutionnaires étudiants. Mais les durs de la F.E.R. dénonçaient aussitôt « la foire de Cohn-Bendit ». Les nécessités du recrutement les amenaient à y participer, tout en refusant le verbiage qui y régnait en maître. La F.E.R. entreprenait aussi un long combat contre le *Comité d'Occupation* de la Sorbonne, dont les chefs, Krivine et Kravetz, étaient les grands hommes de la J.C.R. organisation trotskyste rivale de la F.E.R.

Peu à peu, la F.E.R. refoulait les hurluberlus et les fous hors des amphis, tout en refusant de participer aux Comités d'Action Populaire. La F.E.R., restait ainsi fidèle à ses habitudes d'ombrageuse indépendance. Elle était occupée à tout autre chose qu'aux discussions stériles. La F.E.R. préparait, en effet, en l'entourant d'un maximum de secret, une action d'envergure, qui allait échouer le 24 mai devant la violence de la réaction des forces de l'ordre, averties par des fuites au sein de la F.E.R.

Les actions de commandos de cette nuit sanglante montraient l'efficacité de la F.E.R., qui dépassait complètement l'U.N.E.F et le S.N.E.-Sup. Quant au mouvement du 22 mars, il brillait par son abstention dans les points vraiment chauds.

Planning pour les barricades.

Pour la journée insurrectionnelle du 24 mai, un effort de préparation encore plus important avait eu lieu. Un planning des barricades à édifier avait été étudié sur carte par les groupes de choc. Des militants avaient recensé les chantiers de construction du Quartier Latin et les ressources en matériaux de toute sorte. Les emplacements des

groupes de policiers et l'implantation de leurs réserves avaient été soigneusement étudiés, aux fins de retarder au maximum leur progression. Les militants de la F.E.R. encadrèrent les manifestants pour renforcer leur combativité.

Des groupes de combat très mobiles se dispersèrent dans Paris, essayant de désorienter les forces de l'ordre. Mais l'efficacité du dispositif policier et sa densité étaient telles qu'il fut impossible à la F.E.R. de le déborder, comme elle en avait l'espoir.

La F.E.R., durant la semaine cruciale du 24 au 31 mai, s'efforça de grouper de nouveaux effectifs et d'accumuler des moyens. Ses contacts extérieurs lui permirent de renforcer considérablement son potentiel offensif et elle accepta de participer à un vague front commun avec les Comités d'Action Populaire, sans accepter de s'y intégrer.

Lors du renversement de la situation provoquée par le discours du 31 mai du Président de la République, la F.E.R. prit une attitude nettement en flèche, proposant une manifestation-suicide contre l'Élysée. Mais il lui apparut vite qu'elle n'était pas capable à elle seule de mobiliser des effectifs assez importants. La F.E.R. se limita à poursuivre son infiltration au sein des milices que tentaient de créer les Comités d'Action Populaire.

La F.E.R., devant le reflux de la vague révolutionnaire, durcissait encore son attitude et décidait de poursuivre une action visant à retarder ou à empêcher la reprise du travail dans les secteurs les plus durs du monde ouvrier.

Mais il lui fallait faire face à la menace que représentait la fusion annoncée de plusieurs groupes trotskystes hostiles à la F.E.R. (et spécialement le P.C.I., la Voix Ouvrière et la J.C.R.) et le développement de l'influence trotskyste au sein des Comités d'Action Populaire et du futur et hypothétique Mouvement Révolutionnaire. Aussi la F.E.R. s'intéresse surtout au développement de ses groupes ouvriers.

Berg, responsable de l'action ouvrière de la F.E.R., tente de grouper les jeunes ouvriers, qui se sont montrés hostiles à la reprise du travail. Jeudi 6 juin, à plusieurs

reprises, des commandos de la F.E.R. se sont efforcés d'empêcher le retour au travail, à la R.A.T.P. et dans le bâtiment surtout. Le vendredi 7 juin, la F.E.R. essayait de déclencher des affrontements entre ouvriers de l'usine Renault de Flins et les C.R.S. contrôlant l'usine. Parallèlement, la F.E.R. prépare le lancement d'une organisation plus large, *l'Organisation de la Jeunesse Révolutionnaire*, afin de poursuivre le combat.

Son recrutement a connu une hausse assez sensible, mais, surtout, elle a réussi à s'implanter solidement en province. Cette implantation a été illustrée par les bagarres de Clermont-Ferrand, le 13 mai, où 200 étudiants, encadrés par une trentaine de militants de la F.E.R. (celle-ci, qui contrôlait l'A.G.-U.N.E.F. de la ville, paraît l'avoir perdu), se sont heurtés avec violence et détermination au service d'ordre.

Des groupes sont aujourd'hui constitués à Caen, Rouen, Nice, Cannes, Grenoble, Clermont-Ferrand, Toulouse, Lyon, Bordeaux.

III

LES PRO-CHINOIS DE L'U.J.C.-M.L.

Les lecteurs de notre numéro spécial, Les Nouveaux Communistes, paru en janvier 1968, ont déjà pu lire les précisions que nous avons données sur les groupes communistes pro-chinois. Leur organisation de jeunes, l'U.J.C.-M.L., récemment dissoute par le gouvernement, a joué un certain rôle, moins important qu'on ne l'a dit, dans les journées de mai. Nous donnons, à ce sujet, des détails qui compléteront les informations contenues dans notre numéro spécial de janvier.

La naissance de l'U.J.C.-M.L.

On peut placer la véritable date de naissance de l'U.J.C.-M.L. aux environs de janvier 1964. A cette époque, le professeur de philosophie Althusser, de l'Ecole Normale Su-

périeure, réunissait un certain nombre de membres du Cercle d'Ulm de l'U.E.C. (Union des Etudiants Communistes) afin d'étudier un certain nombre d'écrits marxistes-léninistes, sous l'angle de vue d'Althusser.

A cette époque le Cercle était extrêmement peu homogène :

— Une notable fraction était attirée par le trotskysme (elle se ralliera plus tard à la J.C.R.).

— Une fraction encore plus forte était partisan d'un gauchisme modéré, assez proche du P.S.U. (les membres de ce courant provenaient généralement de ce parti et n'allaient pas tarder à le rallier de nouveau).

— La plus grande partie des autres adhérents était proche des thèses chinoises de l'époque, mais elle restait divisée entre véritables pro-chinois et « révolutionnaires » hostiles à l'action pratique et adeptes de la « pratique théorique », considérée comme négation de la lutte révolutionnaire par les pro-chinois.

Malgré ces divergences, un front uni put se créer entre ces deux courants, front qui aboutit aux réalisations suivantes :

1) Création d'une presse propre (Les Cahiers Marxist-Léninistes), dont le Cercle d'Ulm assura l'impression et la diffusion.

2) Constitution d'un courant politique assez fort pour que le Cercle put participer à partir de février 1965 (8^e Congrès de l'U.E.C.) à la direction de l'U.E.C., alors aux mains de la tendance « italienne » (libérale et favorable aux thèses Togliatti-Luigi Longo du « polycentrisme Socialiste »).

Pendant cette période, de violentes discussions eurent lieu entre les marxistes-léninistes et leurs alliés provisoires. Ces dissensions eurent leur écho dans le mensuel du Cercle : *Les Cahiers Marxist-Léninistes*, dont cinq numéros parurent, sous forme ronéotypée, de l'automne 1964 à mai 1965. Le dernier numéro de la série vit la rupture complète entre les deux tendances. Une tentative de reconstitution du front uni, à la fin de 1965, s'acheva par une rupture complète et définitive en janvier-février 1966. La rupture de mai 65 avait eu pour cause partielle un

accord entre les marxistes-léninistes et un courant « castrotriste » inspiré par des amis de Régis Debray, qui participèrent au numéro 5 des Cahiers Marxist-Léninistes, mais cet accord n'eut pas de suite.

Pendant que le Cercle d'Ulm se débattait dans ses contradictions internes, l'U.E.C. ne cessait de s'affaiblir. Les marxistes-léninistes du Cercle d'Ulm parvinrent alors à sortir de leur isolement. En février-mars 1966, profitant du bouleversement engendré au sein de l'U.E.C. par la scission des groupes trotskystes qui allaient créer la J.C.R., les marxistes-léninistes formaient des cellules clandestines au sein des cercles de base, des secteurs et de villes de l'U.E.C. Les cellules les plus importantes, outre celle de l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm, se trouvaient en Faculté de Droit de Paris, dans les lycées Condorcet, Henri IV, Louis le Grand, Lakanal de Paris, à Rouen, Caen, Grenoble, Bordeaux, Marseille, Lyon, Nancy. Au mois de juin 66, une conférence secrète des dirigeants des cellules se tint à Paris. Il y fut pris la décision de faire scission de l'U.E.C., dont le P.C., après l'exclusion des « italiens » et la parution du « Nouveau Clarté » (l'ancien « Clarté », étant liquidé), avait pu reprendre le contrôle.

A l'automne 1966, les cellules marxistes-léninistes firent sécession, ne laissant de l'U.E.C. qu'une sorte de fantôme, privée de la quasi-totalité de ses militants. La naissance d'un nouveau mouvement ne fut cependant pas immédiate car des négociations discrètes étaient alors en cours entre les dirigeants marxistes-léninistes étudiants et les Chefs du Mouvement Communiste Français-Marxiste-Léniniste (M.C.F.-M.L.). Ces discussions avaient pour but de réaliser l'unification de tous les partisans de la Chine, leur action étant parallèle (diffusion de Pékin-information en particulier) et non concurrentielle (le M.C.F.-M.L. n'ayant guère prospecté le milieu étudiant). Il semble bien que seules des considérations de prestige aient empêché la concrétisation de cette union. En outre, le capitalisme très stalinien du M.C.F.-M.L. ne pouvait que choquer des étudiants, acceptant certes une discipline rigoureuse, mais finalement très peu soucieux d'obéir à des

gens assez primaires. En décembre 1966, les pourparlers furent rompus et l'Humanité Nouvelle attaqua avec vigueur les scissionnistes « chinois » de l'U.E.C. Les étudiants pro-chinois s'efforçaient de s'assurer le maximum de moyens matériels avant le lancement d'une nouvelle organisation. Comme l'écrivait, après la naissance de l'U.J.C.-M.L., « Servir le Peuple » n° 4 du 15 août 1967 :

« ...Il faut également indiquer que, dès le début, la gestion administrative et matérielle de cette publication [Les Cahiers Marxistes-Léninistes], ronéotypée et financée par les cotisations des membres du Cercle d'Ulm, fut prise en main par le petit noyau marxiste-léniniste, qui entreprit patiemment l'accumulation des forces financières nécessaires à la lutte interne et à la scission, aida au financement d'autres organisations de base de l'U.E.C. et jeta les premiers fondements des appareils matériels qui devaient assurer l'indépendance d'organisation des marxistes-léninistes... »

Il est plus que probable que certains moyens financiers furent obtenus par l'intermédiaire de l'antenne chinoise de Lausanne, chargée pendant plusieurs années (avant son transfert sur Liège) de la répartition des fonds de Pékin. Il est très difficile de chiffrer cette source d'argent, mais il est plausible qu'elle ait été importante, les moyens de propagande de l'U.J.C.-M.L. étant sans commune mesure avec son importance numérique. Peu avant la création, en janvier 1967, de l'U.J.C.-M.L., le libraire et éditeur de gauche Maspéro (librairie « la joie de Lire », mensuel « Partisans », éditions « Cahiers Libres ») avait pris des contacts fructueux avec les pro-chinois. Il s'agissait d'une nouvelle tentative d'accord entre castristes style Debray et pro-chinois. Maspéro, grand admirateur du fidélisme et ami de Debray ne cachait cependant pas sa sympathie pour Mao Tsé-toung et pouvait donc être l'homme idoine pour affectuer un tel rapprochement.

Aussi la librairie de Maspéro (rue Saint-Séverin, Paris-V^e) fut-elle la première adresse figurant sur les tracts de lancement de l'U.J.C.-M.L. ainsi que sur l'appel à une journée de lutte sur le Vietnam le 21 février 1967. Mais cette bonne entente ne dura pas et dès avril 1967, Maspéro

était ouvertement hostile à l'U.J.C.-M.L. qui le dénonçait comme un agent provocateur.

Chefs et structures de l'U.J.C.-M.L.

Dès son apparition publique, on pouvait noter une certaine opposition entre les cadres politiques et syndicaux de l'U.J.C.-M.L. et les militants. On pouvait classer comme inspireurs idéologiques de l'U.J.C.-M.L. bien qu'ils ne soient pas membres du mouvement, Althusser, inspireur de Régis Debray autant que de l'U.J.C.-M.L. Bettelheim, l'un des meilleurs économistes marxistes, dans une moindre mesure, le journaliste K.S. Karol.

Les atouts syndicaux de l'U.J.C.-M.L. comprenaient essentiellement trois anciens présidents de l'Union Nationale des Etudiants de France (U.N.E.F.) : Terrel, Schreiner et Pérrinou. Ceux-ci avaient permis au groupe de s'emparer d'un grand nombre de leviers de commande, mais la remontée en province du P.S.U. allait les priver du contrôle de l'U.N.E.F. au profit des Etudiants Socialistes Unifiés.

Très rapidement des heurts graves se produisaient au sein de l'U.J.C.-M.L. entre « syndicalistes » et « politiques ».

Les militants politiques allaient bientôt diriger l'U.J.C.-M.L. La première équipe directrice comprenait essentiellement Grumbach (président du mouvement), Grumblatt (organisateur du groupe parallèle « Volontaires pour le Vietnam »), Pierre Rousset (fils du gaulliste de gauche David Rousset). Mais la victoire de cette équipe fut brève devant la montée constante de Leibowitz, qui finit, au début de 1968, par devenir le chef incontesté de l'U.J.C.-M.L.

Les structures militantes de l'U.J.C.-M.L. sont copiées sur celles de l'U.E.C. La cellule de base est le cercle (lycées ou années de facultés); plusieurs cellules forment un secteur (Secteur Lettre regroupant les cellules années et les cellules instituts de la Sorbonne). Les secteurs forment une ville (Secteur Droit et Lettres, Secteur Lycées de Rouen forment la ville de Rouen). Pour améliorer l'effort de propagande en le diversifiant, l'accent est mis sur la nécessité de multiplier les tracts et journaux photocopiés

de secteurs voire de cellules afin de mieux toucher la base étudiante. La tactique et l'organisation des G.T.C. (cf chapitre sur le noyautage de la classe ouvrière) allaient être calquées sur celles de l'U.J.C.-M.L.

Quant aux effectifs de l'U.J.C.-M.L., ils étaient de l'ordre de 450 adhérents à Paris, à la création du mouvement (janvier 67) et de 600 en province. En octobre 1967, respectivement de 480 et de 1.000. Ils restaient équivalents jusqu'au 3 mai 1968, avec une tendance à la baisse. Une légère reprise a eu lieu depuis, surtout sensible en province.

Le recrutement de l'U.J.C.-M.L., d'abord fondé sur l'adhésion d'anciens militants de l'U.E.C. s'est progressivement élargi à de nouveaux venus à la politique avec un certain succès parmi les lycéens. Très souvent, les militants sont issus de familles communistes, avec les heurts fréquents que cela suppose.

L'U.J.C.-M.L. fait, depuis longtemps, de gros efforts pour se bâtir une presse importante ; on peut dire qu'elle y est arrivée, au moins en partie.

Le groupe de l'E.N.S. de la rue d'Ulm édite deux revues :
— l'une, *politique* : « *les Cahiers Marxistes-Léninistes* », qui paraissent maintenant sous une forme imprimée. Ils ont consacré deux numéros spéciaux très intéressants à la Révolution Culturelle Chinoise au printemps 1967.

— L'autre, *philosophique* : « *les Cahiers d'Epistemologie* », support de la pensée philosophique d'Althusser, qui représentent les concepts les plus élaborés de la pensée idéologique de l'U.J.C.-M.L. (qui tranchent, par leur haut niveau, avec la vacuité intellectuelle de l'Humanité Nouvelle).

Parallèlement à ces revues théoriques, existent plusieurs journaux de combat. Le plus ancien, « *Garde Rouge* », édité à Nancy est mort après une vie fort agitée, et une scission de l'U.J.C.-M.L. en octobre 1967. Il paraissait mensuellement et se caractérisait par un ton extrêmement violent.

Pour disposer de leur propre organe de combat, les dirigeants de Paris de l'U.J.C.-M.L. créèrent en juin 1967 un bi-mensuel « *Servir le Peuple* », qui connut une grave

crise financière à la fin de 1967. Cette crise fut surmontée grâce à des rentrées d'argent fort discrètes. Ces rentrées furent suffisamment importantes pour que naisse au début de mai 1968 un nouveau journal, « *La Cause du Peuple* », organe des Groupes de Travail Communistes (G.T.C.).

Surtout, depuis trois mois, l'U.J.C.-M.L. dispose d'un matériel d'impression moderne (machine offset d'imprimerie, machines à écrire varitypeur) qui lui permet de diffuser des numéros spéciaux chaque fois que cela est nécessaire, ainsi que de nombreux tracts et affiches. « *Servir le Peuple* », réduit à une double feuille, a paru 5 fois du 3 mai au 31 mai, afin de profiter de circonstances favorables. Il est difficile d'estimer le tirage et la vente de ces diverses publications. Une estimation provenant de sources U.J.C.-M.L. (mais indépendantes de tout esprit de propagande) donne les chiffres suivants :

- Cahiers Marxist-Léninistes : tirage 2.000 exemplaires. Vente 1.200 ;
- Cahiers d'Epistemologie : 1.000 ex. ; 600 ex. vendus ;
- Garde Rouge : 3.500 ex ; 800 ex. vendus ;
- Servir le Peuple : 7.000 ex. ; 3.000 ex. vendus ;
- La Cause du Peuple : 10.000 ex. ; distribués gratuitement presque tous.

Méthodes d'action et luttes d'influence.

L'U.J.C.-M.L., à la recherche d'un cheval de bataille à sa création, avait adopté celui de la guerre du Vietnam. Profitant de la faiblesse des structures du Comité Vietnam-National, organisateur des manifestations en faveur du Front National de Libération, qui se réduit, dans la réalité, à un petit comité directeur, les pro-chinois se mirent à noyauter les Comités de base. Ceux-ci, totalement indépendants, se révélèrent très vite accessibles à ce noyautage. Malheureusement pour l'U.J.C.-M.L., les concurrents étaient nombreux : P.C.F.-M.L., J.C.R., C.L.E.R., etc. On put ainsi assister à une sorte de partage féodal des comités Vietnam de Base entre les différentes tendances extrémistes :

— Le Comité V.N. du Marais (IV^e arrondissement) devint un bastion du P.C.F.-M.L.

— Le Comité V.N. Sorbonne tomba aux mains du C.L.E.R., groupe trotskyste.

— Le Comité V.N. du lycée Condorcet fut le fief de la J.C.R., autre groupe trotskyste.

L'U.J.C.-M.L., pour sa part, prit le contrôle des Comités V.N. Droit, Ulm, lycées Henri IV, Louis le Grand, Lakanal, Faculté de Sciences et de Médecine, V^e arrondissement.

Par le biais des Comités V.N., l'U.J.C.-M.L. parvint à acquérir quelques positions supplémentaires, compensant plus ou moins bien les pertes enregistrées par le fait des luttes de tendance en son sein. Le journal des Comités de base « Victoire pour le Vietnam » est devenu une courroie de transmission de l'U.J.C.-M.L. Mais le noyautage du Comité Vietnam-National ne fut pas la seule tentative de noyautage de l'U.J.C.-M.L. Profitant du conflit israélo-arabe, l'U.J.C.-M.L., qui soutenait à fond les nations arabes, créait « *les amis de la Révolution Arabe* » et concrétisait son soutien par des contacts avec El Fatah, qui s'efforçait (et s'efforce) de recruter au sein de la communauté nord-africaine de France. Il ne semble pas cependant que cette création ait apporté un recrutement nouveau à l'U.J.C.-M.L. L'Association était, par ailleurs, concurrencée par une association similaire, créée par le groupe Jurquet-Bergeron : « *Les amis du Peuple Arabe* », au champ d'action parallèle.

Beaucoup plus prometteurs apparurent en mars 68, les Comités d'actions lycéens, directement issus des Comités Vietnam de Base des lycées. Lancés par des éléments d'extrême-gauche, à l'origine du lycée Condorcet, pour lutter contre les actions des mouvements d'extrême-droite, ils recrutèrent assez largement. La publicité qui fut faite à leurs premières actions (grèves et manifestations à Condorcet pour protester contre l'expulsion de l'un d'entre eux) par la grande presse leur assura un grand prestige. La même lutte qui s'était déroulée au sein des Comités Vietnam de Base devait se reproduire dans ces nouveaux comités. Mais les atouts de l'U.J.C.-M.L. étaient encore moins élevés que dans l'autre cas ; le lycée Condorcet,

base de départ du C.A.L., étant un fief J.C.R. Aussi les tentatives de prise de contrôle de l'U.J.C.-M.L. sur les C.A.L. se heurtèrent à une trop forte opposition pour pouvoir être surmontée.

Si tous ces efforts paraissaient assez peu efficaces, c'est que l'U.J.C.-M.L. consacrait alors tous ces soins à la Faculté de Nanterre que tous les mouvements, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, s'efforçaient de coloniser. Mais, malgré la concentration de nombreux militants et d'assez gros moyens, l'U.J.C.-M.L. ne parvint point à déboucher politiquement et Nanterre tomba aux mains des anarcho-trotskyistes.

Le tableau de l'U.J.C.-M.L., vers la fin de mars 1968, n'avait donc rien de particulièrement réjouissant pour ses chefs. Un mouvement qui semblait, au départ, assuré d'une audience relativement large, s'était avéré incapable de parvenir à percer. Ses effectifs, malgré de très nombreux et méritoires efforts, étaient obstinément restés étalés. Il faut maintenant en chercher les causes.

On peut dire que la cause première de cet échec de l'U.J.C.-M.L. a résidé dans les violentes oppositions entre responsables pro-chinois :

Le clan syndical s'est, dès le début, opposé au clan militant. Le clan syndical prônait, au sein de l'U.N.E.F., une large unité d'action avec les Etudiants Socialistes Unifiés (E.S.U.), afin d'empêcher les « révisionnistes » de l'U.E.C. de reprendre le contrôle du syndicat étudiant. Mais ces tractations avaient rapidement déconsidéré les syndicalistes de l'U.J.C.-M.L. Tandis que Terrel et Schreiner acceptaient de rentrer dans le rang. Pluinore se désolidarisait de l'U.J.C.-M.L., prétendant même n'en avoir jamais été membre. Au sein du clan militant, une lutte se déclencha entre le groupe Grumbach-Grumblat-Rousset et Leibowitz, étoile montante de l'U.J.C.-M.L. En février 1968, Leibowitz, grand vainqueur, prit la direction de l'U.J.C.-M.L. en lui donnant une tonalité encre plus dure et plus sectaire. Surtout, et ce fut là la cause principale de la querelle, Leibowitz refusait de tendre une oreille attentive, comme le voulait ses adversaires, aux propositions de Jacques Grippa, le très actif leader du Parti

Communiste Belge (Marxiste-Léniniste). Celui-ci s'efforçait de grouper, sous le drapeau d'un *Front de lutte contre l'impérialisme U.S. en Europe*, un certain nombre de petits groupes d'extrême-gauche, trotskysants ou « chinois ». Grippa n'était d'ailleurs déjà plus en odeur de sainteté à Pékin et son alliance avec les Cercles Marxistes-Léninistes de France de Leroy-Beaulieu, tenus pour des traîtres Lin-Shao-Shistes par Pékin, allait achever de le détacher de la Révolution Culturelle de Mao. Rousset, après cette algarade, était complètement écarté de la direction de l'U.J.C.-M.L., ainsi que Grumblat, tandis que Grumbach faisait sa soumission à Leibowitz.

Si l'on ajoute à ces zizanies, la concurrence du P.C.F.-M.L., prenant une partie du recrutement potentiel de l'U.J.C.-M.L., et l'opposition des autres groupuscules de gauche, on voit le handicap presque insurmontable que cela représentait. Mais il y avait bien pire : le P.C.F. avait réagi avec vigueur à la provocante annonce de création de l'U.J.C.-M.L. Aussi le meeting organisé à Paris, à la Mutualité, le 5 mai 1967 par l'U.J.C.-M.L. fut-il marqué par un véritable assaut mené par 600 permanents du Parti Communiste, qui empêchèrent avec la plus grande énergie la tenue de la réunion. Il en avait été de même du meeting de lancement de l'U.J.C.-M.L., tenu salle des Horticulteurs et balayé aussitôt par des commandos « révisionnistes ».

Lorsque la crise arrive, l'U.J.C.-M.L. n'a qu'un sujet de réconfort. L'activité des G.T.C., au sein de la classe ouvrière, offre un bilan relativement positif et cela parce que ces G.T.C. ont trouvé un excellent thème de propagande : la lutte contre le chômage des jeunes. Depuis février 1968, Leibowitz, créateur des G.T.C. les a montés d'une façon extrêmement valable : des étudiants de l'U.J.C.-M.L. ont été envoyés comme ouvriers dans des usines (pendant les vacances, à mi-temps, voire même à plein temps). Ces militants de l'U.J.C.-M.L. ont donné aux G.T.C. une formulation assez efficace et avec tentative « d'aller au Peuple », en général vouée à l'échec, a connu un sort moins malencontreux.

Mis à part ce point positif, le tableau de l'U.J.C.-M.L.

n'incitait donc pas au début de mai 1968 Leibowitz à l'optimisme. Il l'incitait d'autant moins que la montée d'un certain Cohn-Bendit gênait gravement l'U.J.C.-M.L.

Contrairement aux affabulations de certains, avides de voir la main de Pékin dans tous les troubles de l'Occident, l'U.J.C.-M.L. ne pouvait guère jouer un grand rôle dans l'explosion de la crise de l'Université Française.

IV

LE MOUVEMENT DU 22 MARS

On peut placer, à l'origine du Mouvement du 22 mars, l'agitation entretenue à Nanterre par la quarantaine d'étudiants membres de l'« Internationale situationniste ». Ceux-ci firent beaucoup parler d'eux au début de 1967, lorsque leurs camarades de Strasbourg s'emparèrent (pour assez peu de temps) du contrôle de l'Association générale des étudiants. L'« Internationale situationniste » (siège à Copenhague) avait mené, en 1965, une violente campagne contre la présence, pour manœuvres, de troupes de la Bundeswehr sur le territoire danois. Les services de sécurité de l'O.T.A.N. y avaient vu la main de la H.V.A. est-allemande, toujours active au Danemark.

Au départ, le groupe de Cohn-Bendit ne groupait qu'une poignée d'étudiants, dont les mots d'ordre extrémistes (« contestation globale » de l'enseignement et de la société) étaient accueillis avec dérision par la masse des étudiants de Nanterre. L'agitation entretenue dans la résidence universitaire allait contribuer à son développement. Cohn-Bendit, Castro et Ben Saïd, les responsables du groupe (qui ne comptait, à ce moment, que des étudiants d'origine étrangère, en grande majorité) lançaient une campagne d'envahissement des locaux. De multiples heurts s'en suivaient, d'abord avec l'administration, puis avec les étudiants nationaux. Le doyen Grappin, pourtant membre du P.S.U., devint alors très inquiet devant ces accès de violence et il eut tendance à laisser faire les étudiants

modérés, face aux extrémistes. C'est ainsi que dès octobre 1966, le doyen s'entremet pour protéger 7 membres d'un groupe d'Occident qui avaient été pourchassés par des étudiants de gauche et des membres de la C.G.T. de Nanterre. A la demande de Grappin, la police essaya de faire régner un minimum d'ordre dans la Faculté, mais son intrusion rendit solidaires des Enragés un grand nombre d'étudiants de gauche jusqu'alors hostiles.

Le Mouvement du 22 mars ne comptait à l'époque que 144 adhérents, sur lesquels il n'y avait guère qu'une vingtaine de militants parmi eux. Le mouvement des « Enragés » essayait cependant de quadriller la Faculté de Nanterre.

Les Enragés n'étaient, nulle part, bien nombreux, mais ils étaient présents partout et très actifs, ce qui semblait multiplier leur nombre. Ils se heurtaient à la violente hostilité des autres groupes ultra-gauchistes solidement installés à Nanterre et il y eut maints accrochages violents. Le Mouvement utilisait l'agitation dans la Résidence Universitaire pour accroître son influence. La fameuse altercation entre Cohn-Bendit et le Ministre Misoffe valut beaucoup de célébrité au Mouvement, alors anonyme. Ce qui n'empêchait pas l'Union sacrée contre les « fascistes » à la première occasion. L'arrestation de trois étudiants, de six lycéens membres des Comités Vietnam de base, et accusés d'avoir plastiqué des agences de voyage américaines, lança les Enragés. Le 22 mars, ils interrompaient les cours, tenaient des meetings de solidarité, sabotaient des cours et fondaient le « Mouvement du 22 mars » qui décidait aussitôt de contrôler Nanterre, notamment en rendant impossible l'existence de la corpo modérée F.N.E.F.-lettres. D'où bagarres à peu près constantes, nouvel appel à la police qui favorisa encore le Mouvement du 22 mars. La fermeture des 29-30 mars sembla donner la preuve de son influence. Le sabotage des cours, les attaques contre les professeurs, reprirent encore plus de violence. A la rentrée de Pâques, l'agitation reprit de plus belle, jusqu'au moment où Nanterre tendit à devenir un test pour les mouvements d'extrême-gauche comme pour les mouvements nationaux.

Ceux-ci décidèrent d'y tenir un meeting, le 3 mai, pour protester contre l'agression dont ils avaient été victimes le 18 avril à Paris. Certaines menaces inconsidérées, et non suivies d'effet, provenant d'un mouvement nationaliste, provoquèrent une ambiance de combat décisif à Nanterre. 400 militants du Mouvement du 22 mars, du C.L.E.R., de la J.C.R. et de l'U.J.C.-M.L. s'y installèrent avec armes et bagages : juchés sur les toits avec bouteilles et pavés, installés dans le Campus, casqués et armés de barres de fer, etc... Devant cette ambiance de guerre civile, encore plus durcie par l'annonce du passage en Conseil de l'Université de Cohn-Bendit et de six autres militants enragés, Grappin, craignant des chocs sanglants, s'affola et demanda, le jeudi 2 mai, la fermeture de Nanterre qui détermina le repli sur la Sorbonne.

Contrairement à une légende constamment répandue, le Mouvement du 22 mars ne joua qu'un rôle très modeste dans la crise révolutionnaire qui s'ensuivit. Mieux, alors que Cohn-Bendit, malgré la concurrence de Geismar et de Sauvageot, faisait figure de leader, son mouvement s'avérait incapable de la moindre structuration.

Lorsque le mouvement sentit que la Commune Etudiante était en perte de vitesse, il décida de passer à l'action directe. Il vint exactement 20 personnes au rendez-vous où devait se décider le déclenchement de l'opération, visant à la prise de l'Hôtel de Ville. Cette lamentable palinodie (qui eut lieu jeudi 23 mai) sembla marquer l'arrêt de mort du mouvement du 22 mars.

La réapparition de Cohn-Bendit lui donna un souffle d'oxygène, mais prochinois et trotskystes s'entendirent tacitement pour rendre la vie impossible au chef du Mouvement à la Sorbonne.

Le mouvement du 22 mars, déchiré par ses contradictions internes, a sombré dans une totale anarchie.

Les Promoteurs de la Subversion

Les Trotskystes et le S.D.S. allemand

Dès les premières émeutes, de nombreux commentateurs de la presse, voire en termes plus voilés, des membres du gouvernement, mirent en cause Pékin dans l'orchestration de la crise. M. Pompidou parla d'une organisation internationale chargée de saboter les pourparlers de paix américano-vietnamiens, organisation qui ne pouvait être assimilée qu'à une organisation pro-chinoise, du fait de l'opposition de Pékin à la Conférence de la Paix de Paris. Paul Dehème parla, dans sa lettre confidentielle, d'un mystérieux nord-africain, chef de la subversion pro-chinoise en Europe. D'autres sources indiquèrent que près de deux milliards d'A.F. avaient été distribués, via la Belgique, par des agents chinois afin de mettre sur pied le mécanisme de la subversion. Partout, l'on vit la main de Pékin dans les troubles qui agitaient la France. Tout cela était faux et le chef d'orchestre de la subversion se trouvait infiniment plus près de nous.

Tous les témoignages recueillis, tous les faits connus le prouvent : le mystérieux chef d'orchestre clandestin qui agit dans les coulisses de la subversion se trouve en Allemagne de l'Est. Les groupuscules extrémistes sont actionnés depuis Pankow par les services spéciaux de la National Volks Armee (Armée Populaire Est-Allemande), qui leur fournissent matériel, argent et techniciens. Les spécialistes du H.V.A. (Haupt Vereidigungamt : service

centr
subv
Fran
terac
Dietr
diant
sible
est e
nesse
de co
uniss
Tou
excite
comm
1)
sérieu
tituti
çonna
comm
très
tant
reil
vaille
De m
mand
pionn
donc
doxe
en Fr
attaqu
Rappe
sur le
gne d
son S
tenu
On
breux
ciaux
tique
Wilhe

central d'information), chargés depuis 1965 de l'offensive subversive contre l'Europe occidentale, sont au travail en France, comme ils l'ont été en Allemagne de l'Ouest. L'interaction entre le Sozialistische Deutsche Studenten de Dietrich Wolff et Rudi Dutschke et les mouvements étudiants français a été le premier indice d'une action possible d'éléments de l'Allemagne de l'Est. En effet le S.D.S. est en liaison prouvée avec la Freie Deutsche Jugend (Jeunesse Libre Allemande) d'Allemagne de l'Est, qui est tenue de collaborer avec la H.V.A. dans le cadre des accords unissant la F.J.D. et la N.V.A.

Tout prouve que Daniel Cohn-Bendit n'est pas le petit excité isolé, lancé à la conquête de l'Université française, comme on a pu le faire croire.

1) Cohn-Bendit, alors âgé de 18 ans, connut des ennuis sérieux, en 1963, avec le Service de Protection de la Constitution (contre-espionnage Ouest-Allemand) qui le soupçonna d'être membre de l'appareil clandestin du Parti communiste de République Fédérale, interdit. Se sentant très menacé, Cohn-Bendit s'installe alors en France, évitant ainsi des poursuites. Or il est bien connu que l'appareil du K.P.D. (Kommunistische Partei Deutschland) travaille en étroite collaboration avec les services du H.V.A. De même la H.V.A. noyaute le petit parti pacifiste allemand (Deutsche Frieden Unie) pour ses besoins d'espionnage et de sabotage en Allemagne Fédérale. Il peut donc être considéré comme un communiste fort orthodoxe à cette époque. N'est-il donc pas étrange qu'il passe en France pour un anarchiste, multipliant les violentes attaques contre « les crapules staliniennes » du P.C. ? Rappelons que les journaux « bourgeois » avaient insisté sur le fait que Rudi Dutschke était un réfugié d'Allemagne de l'Est pour prétendre que ce pays était hostile à son S.D.S. Mais l'Allemagne de l'Est a, au contraire, soutenu à fond les émeutiers du S.D.S.

On ne peut s'empêcher de penser à ce propos aux nombreux cas d'infiltrations d'espions par les Services Spéciaux Communistes au moyen de faux réfugiés. Cette tactique était familière à l'ancien S.S.D. est-allemand de Wilhem Zaisser et Otto Wolveber, avant son remplace-

ment par la H.V.A. Rien d'étonnant à ce qu'une technique similaire ait été utilisée depuis.

Les adversaires politiques de gauche de Cohn-Bendit ne se font pas d'illusion sur son rôle. Pour Leibowitz, chef de l'Union de la Jeunesse Communiste-Marxiste-Léniniste (U.J.C.-M.L.) pro-chinoise, « Cohn-Bendit est un sous-marin du P.C.F. révisionniste, qui s'efforce de casser notre recrutement par son pseudo-activisme » (déclaration faite aux militants « chinois » du Comité Vietnam de Base du V^e arrondissement, le jeudi 9 mai).

2) Chacun a pu remarquer la précoce formation politique de Daniel Cohn-Bendit. Tout indique que cette éducation politique lui a été donnée dans une école de cadres d'un parti communiste quelconque. Or, Cohn-Bendit n'est absolument pas pro-chinois, bien au contraire. Il a donc été formé par les communistes orthodoxes.

Depuis son installation en France, il n'a eu aucun contact avec le P.C.F. Il faut donc penser logiquement que sa formation politique remonte avant 1964. On n'en revient donc aux soupçons fort nets de la police fédérale allemande sur son appartenance à un réseau clandestin du K.P.D.

Mais l'activité des réseaux est-allemands des services du général de brigade Borning (Chef de la H.V.A.) n'ont pas limité leur action au noyautage du *mouvement du 22 mars*, par l'intermédiaire de Cohn-Bendit. Ils ont mené une action similaire auprès des adversaires les plus acharnés de Cohn-Bendit et de son mouvement, à savoir la *Fédération des Etudiants Révolutionnaires*. La F.E.R. venait juste de s'installer au 5 de la rue de Charonne (Paris, 20^e), au moment du déclenchement de la crise. On allait pouvoir assister dans ce local à toute une préparation technique, à une véritable « école de cadres » des émeutes :

1) Pour l'organisation des émeutes, des séances d'information ont eu lieu au local de la F.E.R., rue de Charonne ; l'apprentissage des émeutiers y a été très poussé :

● Les projections du fameux film réalisé par le mouvement de Rudi Dutschke sur les techniques du sabotage et de la guerre des rues ont été multipliées. Un membre

du S.D.S. a commenté le film, et tout laisse à penser qu'il s'agissait en réalité d'un agent de l'espionnage est-allemand. Cet étudiant de 24 à 25 ans était l'un de ceux qui avaient convoyé des armes et des explosifs pour les mettre à la disposition des commandos extrémistes. Le groupe S.D.S. de Francfort était chargé de la centralisation des passages d'armes. Après chaque exposé, de nombreuses questions lui étaient posées, en particulier, sur la façon de tronçonner les forces policières et d'encadrer des manifestations en vue de les durcir.

● La brochure d'organisation des Kampfgruppen du S.E.D. (Groupes de combat du Parti socialiste unifié de la R.D.A.) a été largement diffusée. Ce manuel initie aux combats de rue, aux luttes contre les forces policières à partir d'immeubles (tactiques du tireur isolé, lanceurs de cocktail Molotov, etc.). La brochure était commentée par le « correspondant » du S.D.S., et une traduction ronéotypée des passages essentiels était l'instrument de base du travail de préparation. La brochure en question est une publication officielle et relativement secrète de la direction militaire des Kampfgruppen. Il est à peu près exclu qu'elle ait pu parvenir par des voies normales à des militants du S.D.S. Il faut bien donc que quelqu'un ait fourni cette brochure, et quelqu'un d'officiel en République Démocratique Allemande.

L'intérêt des conseils ainsi donnés était qu'ils permettaient de réaliser des armes et des techniques efficaces dans le combat de rue. Pour des gens au départ dénués de toute formation véritablement militaire, ces conseils étaient donc doublement précieux.

Cette traduction ronéotypée ne resta pas l'apanage de la F.E.R. et fut diffusée discrètement parmi les militants sûrs (et peu nombreux) du Mouvement du 22 mars, ainsi que, plus largement, parmi ceux de la J.C.R.

● Un autre film, sur l'instruction des Kampfgruppen a été aussi projeté. Réalisé par la Section Sécurité (Sicherheits Amt) du Comité central du S.E.D., cette section est dirigée par Honnecker, grand maître des formations policières de la République Démocratique Allemande. Ce

film ne peut avoir été fourni que par une autorité officielle de Pankow (nouvelle preuve de la collusion R.D.A.-émeutiers), car il est utilisé par les services secrets est-allemands pour adapter leurs agents à la guérilla urbaine et à la contre-guérilla. Ce film, beaucoup plus technique et complet que celui du S.D.S., fait appel à des connaissances militaires plus développées que celles que peuvent posséder des étudiants, même déjà entraînés.

Une telle technicité montre, et cela est très inquiétant, que l'escalade enregistrée dans les émeutes n'est peut-être qu'une première phase dans la voie de la « guérilla populaire », rêvée par les ultra-gauchistes, à cette phase de l'action.

2) Selon des informations, volontairement évasives, publiées par *Le Figaro* (recoupées par diverses sources de renseignement) et provenant visiblement de certains milieux de la police française, des grenades de type est-allemand ont été saisies sur les barricades de la rue Gay-Lussac. D'après nos renseignements, il s'agirait de grenades à mains offensives à allumage retardé, dite type 42 (R.G. 42). Ces grenades sont assez peu meurtrières, mais, dans le matériel saisi à bord d'une voiture où se trouvaient des étudiants allemands du S.D.S., la police aurait découvert des grenades antichar extrêmement destructrices, du type R.P.G. 43. Le 1^{er} juin, des membres du S.D.S. étaient arrêtés alors qu'ils transportaient en France des armes de guerre. Ces armes étaient destinées à renforcer le potentiel militaire des groupes gauchistes de Paris. Les S.R. de Pankow ne se sont donc pas bornés à fournir des instructeurs, mais à expédier un support fort « explosif » aux émeutiers.

3) Durant les manifestations, un petit nombre d'étrangers, probablement d'origine allemande, participaient aux opérations des commandos de choc bien structurés, les guidant dans l'action, leur donnant des conseils et des directives. Il serait fort instructif de savoir qui étaient exactement ces étrangers. Ne s'agissait-il pas des « techniciens » qui participaient aux réunions d'information de la Fédération des Etudiants Révolutionnaires ? Toujours

est-il que, dans la « nuit des barricades », les policiers, certainement sur la foi de renseignements sûrs, s'efforçaient de mettre la main sur des étrangers considérés comme organisateurs de l'émeute. Si les communiqués de la police insistaient tant sur la présence d'étrangers dans les émeutes. C'était, en partie, pour montrer la collusion entre des services étrangers et les « durs » de l'agitation.

Le faisceau des preuves réunies est donc sérieux et révélateur. Une entreprise de subversion à l'échelle nationale (voire à l'échelle européenne) a été tramée à Pankow par le régime Ulbricht. Le problème est maintenant d'essayer d'en saisir les raisons véritables.

On pourrait s'étonner que les Services Spéciaux de la Deutsche Demokratische Republik (R.D.A.) soient axés sur l'action subversive en France. Il n'y a pas lieu de le faire quand on connaît la répartition des tâches au sein des S.R. des pays socialistes. Depuis 1960 et surtout depuis 1965 (date à laquelle la National Volks Armee, bien que suspecte au Pacte de Varsovie, fut admise à l'honneur de figurer dans la première vague de choc des troupes des pays socialistes), le partage suivant des attributions a été effectué :

— Le S.R. tchèque s'occupe de l'espionnage commercial et politique en France et dans les pays francophones d'Afrique.

— Le S.R. polonais est chargé de l'espionnage militaire en Europe Occidentale et de l'action subversive en Afrique (leur rôle fut très grand au Congo. Léopoldville lors de la révolte Simba de 1964-65).

— Le S.R. bulgare pour des raisons mystérieuses, est chargé des pays du Proche-Orient (son action a été très sensible en Syrie).

— Le S.R. est-allemand est, lui, destiné à l'action subversive dans les pays de l'Europe de l'Ouest. Une section spéciale de la National Volks Armee est d'ailleurs chargée de l'action subversive au sein de la Bundeswehr. Dans les années 50, les hommes de Wolveber avaient mené une grande action terroriste contre des navires et des installations portuaires anglo-saxons.

— Le S.R. russe (K.R.U.) a comme tâche de coordonner les activités du S.R. frères afin de les planifier.

Il est donc visible que la H.V.A. est vouée à des actions similaires à celles décrites plus haut.

Pourquoi la subversion ?

Mais comment peut-il se faire que les Soviétiques, dont Ulbricht est l'allié le plus fidèle, se livrent à une telle attaque contre celui que certains qualifient d'allié « objectif » des pays socialistes ? Pourquoi la subversion est-elle télécommandée depuis Pankow ? A cette question, deux réponses sont possibles :

● Une lutte sauvage se livre actuellement au Kremlin entre « durs » et « mous ». Les durs, très inquiets devant la montée du mécontentement dans les pays socialistes, sont décidés à donner un coup d'arrêt brusque, sanglant si cela est nécessaire. Dans ce but, une agitation généralisée en Europe occidentale peut représenter un excellent atout pour eux. Une poussée révolutionnaire dans ces pays durcira les pays de l'O.T.A.N. face à la subversion. Vaille que vaille, un front unique occidental aura tendance à se former. A cette unité occidentale devra répondre fatalement l'unité du bloc socialiste. Il sera alors possible pour les durs de mettre fin à la dangereuse expérience de libéralisation tchèque au nom de l'unité du camp socialiste. Surtout le processus de contamination des autres Démocraties Populaires pourra être écrasé dans l'œuf.

● La démocratie populaire la plus antiréformiste (Pankow) mènerait donc le jeu pour le compte d'une fraction du P.C. soviétique. Le régime est-allemand est certainement le plus impopulaire de toutes les démocraties populaires. Les vieux dirigeants staliniens de Pankow se sentent de plus en plus menacés. Malgré le poids étouffant des forces de sécurité de la R.D.A., une crise aiguë peut éclater très prochainement. Dans une sorte de fuite en avant, les services spéciaux, manœuvrés par les éléments les plus durs de Pankow (les officiers généraux et politi-

ciens du S.E.D. Willy Stoph, Hoffmann, Honnecker et Boning), ne cherchent-ils pas à déclencher une épreuve de force en Occident ? S'ils y parvenaient, la tension qui s'instaurerait inéluctablement permettrait à Ulbricht de renforcer l'étau policier qui enserme le pays, en étant assuré du soutien actif de l'U.R.S.S. et de l'appui des démocraties populaires inquiètes devant la possibilité d'une tension internationale grave.

Après avoir grossi le danger de la subversion chinoise, le gouvernement, dénonçant une « vaste entreprise de subversion » a refusé de mettre en cause un état étranger. Telle est la vraie raison de l'algarade entre le Premier Ministre et le député progressiste Pierre Cot, celui-ci demandant le nom du pays mis en cause, et celui-là le refusant pour des raisons diplomatiques. Dans l'optique du rapprochement entre la France et les pays du Bloc Socialiste, il était difficile au gouvernement français de mettre en cause le régime de Pankow. Comme il est exclu que P. Cot, fidèle soutien de la ligne « moscovite » du P.C.F., se soit ému d'attaques possibles contre la Chine, accusée par l'« Humanité » de pêcher en eau trouble, l'intervention du député progressiste est une preuve de plus à l'appui de la thèse exposée ici.

Il ne faut cependant pas aller trop loin dans l'explication « subversive » de la Révolution de mai. Celle-ci avait de nombreuses causes objectives et n'a nullement été tirée du « néant » par les soins de Pankow. Mais on doit insister sur le fait qu'elle n'aurait absolument pas tourné de la façon que l'on sait sans l'encadrement des émeutes par des groupes para-militaires, manipulés par des agents est-allemands.

Il n'est pas sûr que le gouvernement n'étouffe pas les nombreux faits portant témoignage de cette action subversive. Il n'en reste pas moins que nous avons assisté à une première répétition d'une subversion à l'échelle du continent, répétition qui pourrait bien être suivie par des événements plus décisifs, en France comme en Allemagne, en Italie ou en Espagne.

F. D.

Le Détonateur

La Faculté de Nanterre a servi de détonateur à la Commune Etudiante et par suite à la Révolution de mai. Pour comprendre comment cette Faculté a pu enclencher les mécanismes qui ont débouché sur une crise révolutionnaire, on a voulu l'expliquer par l'isolement de la Faculté et les mauvaises conditions de vie, dues justement à l'isolement et au caractère inachevé de Nanterre.

Un point n'a pas été encore expliqué correctement : le mécontentement de l'étudiant de Nanterre. En effet, celui-ci est un exilé involontaire, affecté d'office à une Faculté qu'il déteste. Tous les étudiants de Nanterre ont essayé de changer d'affectation en s'inventant une résidence dans les arrondissements de l'Est ou du Quartier Latin, pour avoir droit de faire leurs études à la Sorbonne et à la Nouvelle Faculté de Droit de la rue d'Assas. Mais les autorités Universitaires, cette année, avaient pratiquement empêché ces subterfuges en exigeant que l'adresse qui fasse fois (pour les premières années de Faculté) soit celle figurant sur le fichier du baccalauréat. Il n'est pas du tout exclu que ce durcissement des autorités universitaires, et la « déportation » administrative de centaines de jeunes, peu soucieux de s'enterrer à Nanterre aient joué un grand rôle dans la suite des événements.

Il faut dire que Nanterre n'a jamais rien eu de particulièrement agréable : plantée dans un décor de cauchemar, contre un épouvantable bidonville, truffée de bâtiments inachevés, installée dans un faux campus transformé en

marécage dès la première pluie, la Faculté ne possède, de plus, aucun lieu de travail personnel pour les étudiants. Ceux-ci doivent donc se rendre à Paris pour travailler en bibliothèque, alors que ce travail est obligatoire.

Mais pour ceux qui habitent la Résidence Universitaire, il leur est évidemment très difficile de s'évader de Nanterre, et il n'y a rien d'étonnant à ce que les malheureux locataires de la Résidence aient été tentés de faire autre chose que leurs études.

Pour expliquer le développement rapide des groupuscules (d'extrême-droite comme d'extrême-gauche) dans Nanterre, il est nécessaire de connaître comment les premiers noyaux « activistes » y furent implantés.

Les groupuscules parisiens s'étaient fort intéressés à la création de cette Faculté, car il était évident pour l'extrême-gauche que le gouvernement avaient eu comme intention de « casser » la Sorbonne, fief de ceux-ci en la faisant éclater en de multiples noyaux difficiles à contrôler par les militants gauchistes. Les réactions étaient identiques à l'extrême-droite, peu soucieuse de voir affaibli encore plus (après la création de la Nouvelle Faculté de Droit, au détriment de l'ancienne Faculté de la rue Saint-Jacques), son bastion du Quartier Latin.

Dès la rentrée 1965, les militants révolutionnaires commencèrent leur travail politique dans la Faculté. Pour cela, des membres de la J.C.R., par exemple, reçurent l'ordre de redoubler exprès leur année (passée au Quartier Latin), pour être expédiés à Nanterre, en première année, alors seule existante. Il leur était nécessaire de s'occuper des nouveaux étudiants, non formés politiquement, qui affluaient dans la nouvelle faculté.

L'extrême-droite, elle aussi, tentait de s'y lancer, y compris dans le secteur lettres, où elle n'avait pu jamais jouer aucun rôle. Le Mouvement Occident, en prenant des contacts avec les plus décidés des anticommunistes de Nanterre, allait contribuer à transformer la situation, par ses heurts constants avec l'extrême-gauche.

Si l'année 1965-66 avait été calme, troublée simplement par des querelles entre les mouvements gauchistes, il

n'en allait pas être de même pour l'année universitaire suivante.

On peut placer historiquement le début de l'agitation violente, à Nanterre, le 17 octobre 1966, lorsque sept militants du Mouvement Occident, venus distribuer des tracts, attaquèrent à coups de barre de fer des distributeurs de tracts J.C.R. Ayant de peu échappé au lynchage, devant la contre-attaque des gauchistes, les membres d'Occident vinrent, renforcés, le lendemain, au moment où se tenait un meeting de protestation. C'est là que l'on put constater réellement les débuts de l'escalade de la violence et de l'armement dans le monde universitaire. En effet, 25 militants d'Occident débarquèrent d'une camionnette et de voitures, casqués et armés de manche de pioche. En face, 200 gauchistes armés de barres de fer, casqués, ayant amassé des stocks de pierre et de bouteilles d'essence, se ruèrent au combat et les heurts firent plusieurs blessés. Une nouvelle bagarre eut lieu le 2 novembre, qui vit un échec complet d'Occident, venu, pour une fois, sans arme contre un adversaire fort bien équipé.

La présence en soutien d'Occident de membres de la Corpo F.N.E.F.-Lettres (dont les responsables étaient alors adhérents de ce mouvement) rendit impossible la vie syndicale à Nanterre, les gauchistes, désireux de se venger des attaques d'Occident, s'en prenant à tous les militants de droite de la Faculté. Ceux-ci, moins nombreux, faisaient alors appel aux militants alliés de l'extérieur, et de nouveaux accrochages sanglants éclataient.

L'administration, excédée par l'agitation constante entretenue par les gauchistes, avait eu tendance, sinon à soutenir, du moins à tolérer l'action des mouvements de droite, permettant, par exemple, à la Corpo-Lettres de la F.N.E.F. de disposer d'un local universitaire, au même titre que la Corpo U.N.E.F., ce qui est exceptionnel et unique dans l'Université Parisienne.

Devant les violences constantes qui se livraient dans Nanterre, les mieux organisés des mouvements de gauche prenaient le dessus sur leurs partenaires plus « mous » E.S.U. (étudiants du P.S.U.) et U.E.C., complète-

ment déconsidérés, ne faisaient plus le poids face au C.L.E.R., à l'U.J.C.-M.L. et à la J.C.R.

Mais l'activité de mouvements extérieurs à Nanterre froissait l'espèce de particularisme régional qui régnait parmi de nombreux étudiants nanterrois. Ceux-ci souhaitaient posséder leur propre mouvement, agissant d'une façon autonome. Anarchistes, situationnistes et dissidents des mouvements gauchistes avaient créé un groupe indépendant, animé par un étudiant étranger inconnu Cohn-Bendit. Bien que lâche et mal structuré, ce nouveau groupe entraît de plein-pied dans les luttes d'influence qui déchiraient les étudiants gauchistes de Nanterre.

L'écrasement des « modérés » (E.S.U. et U.E.C.) devint sensible à la rentrée universitaire de 1967, quand on vit qu'il n'y avait en présence, dans la compétition électorale de la Corpo-Lettres U.N.E.F. que des listes extrémistes de gauche :

1) Une liste J.C.R., qui obtint 40 % des voix, se classant ainsi comme l'organisation la plus représentative. La liste J.C.R. avait fait campagne sur la nécessité de prendre la direction complète de l'U.N.E.F., pour la transformer en organisation révolutionnaire.

2) Une liste C.L.E.R., qui gagna 30 % des voix, succès peu attendu pour un groupe dont le sectarisme et la violence choquaient beaucoup d'étudiants de gauche. Le C.L.E.R. avait eu comme mot d'ordre de transformer Nanterre en « Faculté Rouge », servant de point de départ à une action de plus grande envergure.

3) Une liste anarcho-situationniste, elle aussi 30 % des voix, qui préconisait (reprenant le mot d'ordre de fin 1965-66) le boycottage des examens et la contestation de l'enseignement reçu.

Le mécanisme de l'explosion était désormais mis en place. Il allait se développer très rapidement.

Les professeurs de gauche avaient, au début, fort mal pris le développement de ce mouvement de contestation. Membres ou sympathisants du P.C. et du P.S.U., voire de la F.G.D.S., ils n'avaient qu'une très faible sympathie pour ces « sino-trotskyto-anars », qui ne se faisaient pas faute de les insulter dans leurs tracts.

La presse ne s'est pas fait faute de considérer qu'Henri Lefebvre, professeur de Sociologie (bastion des extrémistes) avaient été l'inspirateur (plus proche que le lointain Marcuse) des étudiants gauchistes. En réalité, la « contestation » le touchait tout autant que les autres professeurs, et il avait beaucoup plus suivi qu'inspiré le mouvement.

Dans l'ambiance survoltée de Nanterre, les groupuscules se heurtent, tentent de s'organiser. Pour cela, ils disposent d'un instrument : les Comités Vietnam de Base, un slogan : F.N.L. Vaincra ! communs à tous les mouvements.

Les comités Vietnam de Base de Nanterre se développent rapidement, mais on ne s'y limite pas à vouloir monter des manifestations et tenir des meetings. Beaucoup de militants veulent passer à une action plus directe. C'est alors que commencent les mystérieux préparatifs d'attentats qui se réalisent en mars contre des établissements américains de Paris. Le 21 mars, la police arrête trois étudiants et six lycéens, membres à la fois de la J.C.R. et des Comités Vietnam. Aussitôt Ben Saïd (J.C.R.), adjoint de Cohn-Bendit exige une manifestation de protestation, qui est acceptée par tous les groupes le 22 mars, les étudiants gauchistes s'emparent littéralement de Nanterre et y tiennent un grand meeting pour exiger la libération de leurs camarades.

Le Doyen Grappin, complètement débordé, fait appel à la police pour contrôler la situation, accroissant ainsi l'audience des gauchistes, les étudiants goûtant peu ce genre d'intrusion. La fermeture de 2 jours de la Faculté (28 et 29 mars) durcit encore la situation. Le « Mouvement du 22 mars » commence à s'assurer le contrôle de Nanterre, sabotant les cours des professeurs, exigeant l'utilisation d'amphis pour des réunions politiques. Le Doyen Grappin, désireux de désamorcer l'explosion en vue, accepte les principales revendications des « Enragés », mais ceux-ci refusent ses concessions qui leur paraissent dérisoires. Les professeurs de Nanterre se montrent, à ce moment, particulièrement hostiles aux « Enragés », qui ne cessent de les attaquer.

Pendant ce temps, des bagarres constantes éclatent

entre militants de droite de la F.N.E.F. et les gauchistes. L'anarchie s'étend tellement à Nanterre, que les autorités universitaires décident le passage devant la commission de discipline de l'Université de Cohn-Bendit et de six membres du Mouvement du 22 mars. Mais des faits plus graves allaient conduire à l'explosion.

L'attaque de commandos gauchistes le dimanche 28 avril contre l'exposition organisée par le Front Uni de soutien au Sud Vietnam, 44, rue de Rennes à Paris, avait fait deux blessés parmi les membres du Mouvement Occident. Celui-ci, qui tentait de retrouver un nouveau cheval de bataille, décide alors de tenir un meeting le vendredi 3 mai à Nanterre. Aussitôt les gauchistes se préparent au combat, installant des banderoles où l'on promet aux « fascistes » de ne pas sortir vivants de Nanterre.

Le Doyen Grappin suit avec consternation les préparatifs de combat. L'on stock les bouteilles d'essence, on accumule les pavés sur les toits de la Faculté. Des patrouilles casquées et armées de barres de fer circulent sur le campus. Tous les mouvements gauchistes battent le rappel de leurs militants pour le combat attendu. La police pourrait tout empêcher en bouclant de l'extérieur le campus (il n'y a que deux entrées, très contrôlables). Elle ne fait rien pour cela et le Doyen, supputant ce qui risque de suivre, va demander au Recteur Roche l'autorisation de fermer provisoirement Nanterre, pour éviter l'affrontement devenu assuré.

L'annonce de la fermeture, le jeudi 2 mai au soir, ne détend pas le climat. Les gauchistes apprennent que le Mouvement Occident (qu'ils accusent d'avoir mis le feu au local de la F.G.E.L., à la Sorbonne, le jeudi matin) va attaquer la Sorbonne, faute de pouvoir se rendre à Nanterre.

Consigne est donc donnée de se rendre au Quartier Latin et de s'y organiser pour empêcher l'attaque d'Occident. Le même scénario que celui de Nanterre commence. Il va se terminer par l'émeute, puis par une sorte de Révolution.

Pour savoir ce qui s'est vraiment produit le vendredi 3 mai et quel a été le détonateur de l'affaire, il suffit de replacer les événements dans leur contexte :

— Dimanche 28 avril, une exposition organisée par le Front Uni de Soutien au Sud-Vietnam est saccagée par 250 militants de la F.E.R. et de l'U.J.C.-M.L. Le mouvement Occident indique qu'en représailles, il va « liquider un certain nombre de bolchevicks ». Les militants gauchistes battent alors le rappel de leurs troupes et se préparent au combat.

— Devant l'annonce d'un meeting, vendredi 3 mai, à Nanterre, organisé par le Front de Soutien au Sud-Vietnam, les gauchistes se préparent à défendre la faculté et sabotent les cours lundi et mardi 29 et 30 avril.

— Jeudi matin 2 mai, un incendie ravage les locaux de la F.G.E.L. (Organisation Syndicale contrôlée par les Trotskystes). Cet incendie est imputé à Occident et des centaines de militants de gauche se rassemblent, casqués et armés, dans les locaux de la Faculté de Nanterre pour que « *les fascistes n'échappent pas de Nanterre* ».

— Pour éviter une tuerie, le Doyen Grappin décide de fermer Nanterre jeudi soir, désamorçant ainsi l'affrontement prévisible du 3 mai.

— Le vendredi matin, informés du fait qu'Occident va manifester à la Sorbonne, 400 militants gauchistes, toujours en armes, se groupent dans la Sorbonne. A 15 heures, une centaine de militants du Front Uni de Soutien au Sud-Vietnam (la plupart membres d'Occident) se groupent devant la Sorbonne. La police qui, théoriquement, la boucle, laisse ostensiblement une porte accessible rue des Ecoles. Flairant le piège, les militants d'extrême-droite se replient alors pacifiquement. Immédiatement, invoquant des risques d'affrontement sanglant, risques qui n'existaient absolument plus, le Recteur Roche demande à la police d'expulser les gauchistes. Il est assez étonnant qu'une telle mesure ait été prise, au moment même où les groupes de choc de la J.C.R., du C.L.E.R. et de l'U.J.C.-M.L. se préparaient à quitter la Sorbonne, où ils n'avaient plus rien à faire. Des dégâts pouvaient certes être commis mais certainement moins que si les membres d'Occi-

dent avaient pénétré à la Sorbonne. Comme il était prévisible, l'arrestation des occupants de la Sorbonne déclenche alors de violentes bagarres au Quartier Latin, bagarres qui entraîneront les événements que l'on sait. Si le Recteur Roche déclarait qu'il a fait évacuer la Sorbonne pour éviter des déprédations, son geste se comprendrait aisément. Or, dans une déclaration télévisée, le Recteur a confirmé qu'il avait fait appel à la police pour éviter un combat entre étudiants. La question est donc posée :

— Ou bien le Recteur ne s'est pas donné la peine de s'informer avant de décider une action lourde de conséquences.

— Ou bien ses explications sont controuvées et l'on peut se demander pourquoi.

En ce 3 mai 1968, le processus de la violence se déclenche. Dès le début de l'après-midi, les adversaires ont revêtu leur tenue de combat. Les militants d'Occident arrivent casqués, certains revêtus de vestes de combat, portant des cocktails Molotov. Malheureusement pour eux, l'erreur d'un de leurs militants les prive des manches de pioche prévus, « tragique » infériorité face à des adversaires abondamment pourvus de tout le matériel nécessaire. En effet, poursuivant l'escalade déclenchée en octobre 1967, lors des manifestations des Comités Vietnam, les militants de gauche s'installent à la Sorbonne avec tout un attirail guerrier que les militants gauchistes sont bien décidés à utiliser.

Et pourtant l'intervention de la police change la situation du tout au tout. Les durs de la F.E.R., de la J.C.R., du mouvement du 22 mars sont pris au piège de la Sorbonne et amenés pour contrôle par les services de police. Celle-ci est très désireuse de profiter de l'occasion pour fichier un grand nombre de gauchistes. Elle a certes de nombreux indicateurs parmi eux, mais elle souhaite développer ses connaissances sur des mouvements très complexes et changeants. Mais ces arrestations soulèvent une violente fureur parmi les étudiants qui assistent au spectacle. Les injures fusent les premiers heurts se produisent, la Révolte Etudiante commence.

Le Débordement de la C.G.T.

I. — *Le noyautage de la classe ouvrière.*

Depuis de nombreuses années, un lent et discret travail de noyautage de la classe ouvrière était effectué par certains petits groupes ultra-gauchistes. L'un des phénomènes les plus curieux de notre époque réside, justement, dans la résurrection de mouvements considérés depuis longtemps comme morts et enterrés (trotskystes, anarchistes) et dans le débordement sur sa gauche du P.C.F. par les nouveaux révolutionnaires maoïstes. Tant que ces groupuscules ne s'agitaient que dans les milieux universitaires, le P.C.F., pratiquant un mépris de fer pour les intellectuels, ne s'occupait que de très loin de cette agitation confuse. Par contre, les tentatives d'infiltration dans les cellules d'entreprise de la C.G.T. des Trotskystes, de la Voix Ouvrière étaient repoussées avec la plus grande vigueur par les durs du Service d'Ordre communiste. Le P.C.F. comptait bien conserver ses chasses gardées, sans permettre à quiconque de manœuvrer sur son terrain d'élection.

Mais deux phénomènes allaient renverser en partie cette situation, ces phénomènes se produisant dans les années 63-66.

1. — Parallèlement au durcissement politique et idéologique du P.S.U., qui, au cours des années, allait passer d'une tendance de gauche modérée à un extrémisme de gauche nettement tenté par l'exemple chinois, la vieille Centrale Ouvrière Chrétienne, « débaptisée » en Confédération Française du Travail (C.F.D.T.) entreprenait un virage ultra-gauchiste. Dans d'assez nombreux secteurs

(mét
com
réfor
trots
ceur
C.F.D
de l
C.F.D
que
sensi
du m
D.T.
de n
labor
débu
P.S.U
pren
geot
venu
on p
autor
que
de la
2.
prire
veau
tion
ment
de n
vrier
sion
moti
étudi
P.C.F
coup
un n
les r
du P
Le
dès

(métallurgie en particulier), la C.F.D.T. apparaissait comme une organisation révolutionnaire et non point réformiste. Les anarcho-syndicalistes, les maoïstes, les trotskystes « repérés » par le P.C.F. et exclus sans douceur de la C.G.T. avaient tendance à se réfugier à la C.F.D.T. pour y poursuivre leur travail d'investissement de la classe ouvrière. Dans de nombreuses grèves, la C.F.D.T. nouvelle se montrait infiniment plus déterminée que la C.G.T. et parvenait à accroître, d'une façon très sensible, son audience auprès des éléments les plus durs du monde du travail. Dans l'industrie automobile, la C.F.D.T. était encore plus gauchiste du fait de la présence de nombreux militants du P.S.U., favorables à une collaboration poussée avec certains groupes trotskystes. Au début de cette année, à la demande de ces militants, le P.S.U. conclut un accord avec la « Voix Ouvrière », prenant en charge pour Renault, Berliet, Citroën et Peugeot la diffusion de l'ancien bi-mensuel trotskyste, devenu pour la circonstance hebdomadaire. Depuis lors, on peut admettre que les groupes C.F.D.T. de l'industrie automobile sont devenus des bastions trotskysants, ainsi que la C.G.T. allait s'en rendre compte à ses dépens lors de la « Révolution de Mai ».

2. — Les divers groupuscules ultra-gauchistes entreprirent (depuis 1963 pour le C.L.E.R., 1965 pour le nouveau P.C.F.-M.L., 1967 pour l'U.J.C.-M.L.) une active action de recrutement parmi la classe ouvrière. Intelligemment, les gauchistes firent porter leur action sur le point de moindre résistance du P.C.F. dans son bastion ouvrier : les *Centres d'apprentissage* et les *Ecoles Professionnelles*. En effet, les élèves de ces écoles avaient des motivations révolutionnaires assez semblables à celles des étudiants gauchistes, et le modérantisme tactique du P.C.F. ne pouvait que les heurter. Les structures beaucoup plus lâches de ce secteur allaient aussi permettre un noyautage moins dangereux que celui de la C.G.T., les représailles et l'espionnage des « chiens de garde » du P.C.F. y étant beaucoup moins sensibles.

Le C.L.E.R. avait entamé son processus d'infiltration dès 1963, en créant des cellules, petites mais assez vi-

vantes, dans certains établissements de formation professionnelles, spécialement chez Renault. Des résultats sensibles y avaient été constatés par le biais du groupe « *Révoltes* », parallèle au C.L.E.R., qui diffusait assez largement son mensuel parmi les jeunes apprentis. Si ce travail de sape était mal connu des dirigeants « révisionnistes » du P.C.F., ceux-ci, par contre, contraignaient férocement les tentatives du groupe *Révolte* et du C.L.E.R. pour tenir des meetings dans la « Banlieue Rouge ». En 1967, par exemple, à Malakoff, les matraqueurs du P.C.F., conduits par le député-maire communiste, écrasaient les trotskystes, dont trois se retrouvaient à l'hôpital, dans un état grave.

Malgré ces diverses avanies, le C.L.E.R. poursuivait son action en créant une organisation nouvelle, les Jeunes Ouvriers Révolutionnaires, chargés de regrouper les éléments travailleurs du mouvement.

La tactique constante des trotskystes est de dénoncer les compromissions coupables du P.C.F. avec le pouvoir gaulliste, son bureaucratisme forcené, son refus de toute action révolutionnaire. Les idées de Trotsky, et surtout sa personne, effarouchant des sympathisants possibles, le C.L.E.R. et son satellite s'efforçaient, avant la crise, de ne pas mettre en avant le souvenir de Léon Trotsky. Le P.C.F., au contraire, insistait surtout sur la politique « aventuriste » et « provocatrice » des trotskystes.

Au début de 1968, le C.L.E.R., bien que minuscule groupuscule, pouvait, à la rigueur, compter sur quelques militants ouvriers. Mais l'important n'était pas le plus ou moins grand nombre de ces militants. L'important était que ces militants, respectés pour leur courage et leur énergie par leurs camarades de travail, étaient capables d'entraîner une large fraction d'entre eux dans une lutte énergique, si les circonstances s'y prêtaient.

Les maoïstes du Parti Communiste Français-Marxiste-Léniniste (P.C.F.-M.L.) avaient appliqué une tactique assez différente de leurs frères ennemis gauchistes. Alors que l'objectif numéro 1 de ceux-ci était d'amener une révolte des cégétistes de la base contre leurs dirigeants, Jurquet et Bergeron, principaux leaders du nouveau P.C.F.-M.L.,

voula
cles
avec
Marx
la tr
dissio
une
vail-U
1935)
quéri
des
recru
ment

L'a
résul
breux

C'e
mit l
se sit
recru
pro-C
tions

Dev
la cré
put s
fait c
naces
sérieu

Pen
nesse
taient
J.C.-M
milieu
Group
mot c
milita
P.C. a
lares.
qui y
« Ser

voulaient (au temps où leur organisation, issue des cercles Marxistes-Léninistes de France après leur rupture avec Leroy-Beaulieu se nommait Mouvement Communiste Marxiste-Léniniste) non pas « conquérir » la C.G.T., mais la tronçonner par des scissions. A partir de ces groupes dissidents, les marxistes-léninistes étaient décidés à créer une nouvelle C.G.T.-U. (Confédération Générale du Travail-Unitaire : du nom de la Centrale « Rouge » de 1922-1935), création qui, dans leur esprit, permettrait de conquérir à l'action révolutionnaire une portion importante des ouvriers. Contrairement aux autres mouvements, le recrutement du M.C.F.-M.L. était indiscutablement nettement prolétarien et non point étudiant.

L'action des marxistes-léninistes allait aboutir à des résultats fort tangibles dans des secteurs assez nombreux.

C'est ainsi que la longue grève de RHODIACETA permit la création d'une cellule dissidente de la C.G.T., qui se situa à la pointe du combat ouvrier et s'assura un recrutement important. De même, au Mans, l'action des pro-Chinois permit de constituer plusieurs solides bastions ouvriers.

Devant ce relatif succès, les chefs maoïstes envisagèrent la création immédiate de la C.G.T.-U., mais ce projet ne put se concrétiser lors de la création du P.C.F.-M.L., du fait du lâchage de quelques militants, inquiets des menaces du P.C.F., alors en train de monter une très sérieuse contre-offensive face à la menace pro-chinoise.

Pendant ce temps, les membres de l'Union de la Jeunesse Communiste-Marxiste-Léniniste (U.J.C.-M.L.) se mettaient dans la course. Leibowitz, nouveau patron de l'U.J.C.-M.L., décidait de créer un mouvement adapté au milieu ouvrier : en décembre 1967 naissaient ainsi les Groupes de Travail Communistes (G.T.C.) avec comme mot d'ordre « Vive la C.G.T. ». Il fallait, aux yeux des militants de l'U.J.C.-M.L., investir le bastion syndical du P.C. afin de la couper complètement des masses populaires. Renault fut le premier champ d'action des G.T.C. qui y diffusaient largement le bi-mensuel de l'U.J.C.-M.L. « *Servir le Peuple* » ainsi que le nouveau journal des

G.T.C. « *La Cause du Peuple* ». La propagande de l'U.J.C.-M.L. et des G.T.C. paraissait avoir une assez nette résonance parmi les jeunes ouvriers de l'automobile. Le noyautage de la C.G.T. était suffisant pour que les responsables syndicaux communistes s'en montrassent inquiets. Georges Seguy, secrétaire général de la C.G.T., entreprenait, à partir de la mi-février, une reprise en main de l'appareil syndical. Mais cette tentative de Seguy allait se produire beaucoup trop tard pour désamorcer le processus révolutionnaire en cours de création dans de nombreuses usines. A l'usine de Flins, un groupe actif menait une dure lutte contre la C.G.T. « orthodoxe » et allait être le moteur décisif de l'action dans l'industrie automobile. Mais, comme pour le P.C.F.-M.L., la grande prudence des responsables de l'U.J.C.-M.L. devait les amener à considérer avec beaucoup de circonspection les possibilités de véritables actions révolutionnaires.

La Jeunesse Communiste Révolutionnaire (J.C.R.), travaillant en liaison très étroite avec le groupe de la « Voix Ouvrière », n'avait pas créé du néant une implantation en secteur ouvrier. De ce fait, la J.C.R. se limita, dès la fin de 1966, à essayer de fonder de petits groupes parmi les jeunes travailleurs. Il s'agissait, dans ce cas, beaucoup plus de débauchages individuels que d'un effort de noyautage global. Au contraire, leurs aînés de la « Voix Ouvrière » s'efforçaient de rallier des cellules entières de la C.G.T., ce qui explique que les réactions du P.C.F. aient été infiniment plus dures à l'encontre des trotskystes ancienne formule qu'envers ceux de la nouvelle vague J.C.R.

Malgré les tentatives de Goldberg, responsable de l'organisation J.C.R., pour mettre sur pied des noyaux cohérents et actifs, l'effort de la J.C.R. était beaucoup plus limité dans ses résultats, que celui des autres mouvements ultra-gauchistes. Le fait était d'ailleurs admis par les dirigeants de la J.C.R., qui reconnaissaient dans le mensuel J.C.R. « *Avant-Garde Jeunesse* » que l'implantation ouvrière du mouvement était beaucoup trop insuffisante.

Les mouvements extrémistes menaient donc depuis un

laps de temps assez long un travail intense de propagande auprès de la masse ouvrière. Ce travail était assez avancé pour que la direction du P.C. puisse légitimement s'en inquiéter. Leurs mots d'ordre commençaient à avoir une certaine résonance, surtout parmi les jeunes ouvriers. Mais cette situation favorable était difficile à exploiter pour ces mouvements, du fait de leurs querelles, de leur faiblesse numérique, et des réactions violentes des communistes. Il y avait là des bases certaines pour un développement futur, mais il était évident que ces bases ne pouvaient bloquer durablement la contre-offensive fort prévisible de l'appareil du P.C.F. Tout allait donc dépendre des réactions instinctives de la base, et, par ricochet, des réactions du P.C.F., peu soucieux, et cela se comprend aisément, de se couper des masses. Le précédent de 1947, où la C.G.T. débordée à Renault par les ultra-gauchistes, avait, à l'instigation du P.C., freiné le mouvement, puis débordée et ne voulant pas se déconsidérer, en avait pris le contrôle en le durcissant, montrait qu'il était possible, dans une certaine mesure, de changer les positions du P.C.F.

II. *Le déclenchement minoritaire des grèves.*

Le mercredi 15 mai, la crise étudiante allait déboucher sur une crise ouvrière infiniment plus massive. Cette crise allait être enclenchée par l'action des petits groupes gauchistes dont nous avons relaté les préparatifs dans le chapitre précédent. Un même secteur revenait constamment dans l'analyse des infiltrations gauchistes dans le monde du travail : Renault. Ce bastion de la C.G.T. était devenu le terrain d'élection de tous les contestataires de l'appareil syndical communiste. Mais à Boulogne-Billancourt même, les structures cégétistes étaient suffisamment efficaces pour bloquer toute propagande de grande envergure dirigée contre elle. Il n'en était pas de même dans les usines satellites de Renault, situées en province. C'est ainsi que l'usine de Cléon, point de départ de la révolte ouvrière était un important lieu de recrutement pour deux tendances gauchistes.

— Les trots-kystes de la J.C.R. et leurs concurrents de la F.E.R., actifs en Normandie et disposant de groupes à Rouen et Caen tentaient d'élargir leur recrutement à partir des jeunes ouvriers de Cléon. Un bulletin ronéotypé « Avant-Garde Cléon » était déjà tiré par le petit groupe J.C.R. de l'usine. Malgré la C.G.T., le mensuel Cler-Fer « Révoltes » circulait dans l'usine et Berg, responsable jeune Révolutionnaire (F.E.R.) s'était rendu à Cléon le 13 mai, afin de se rendre compte des possibilités d'élargissement de l'action étudiante au monde ouvrier, l'usine de Cléon étant l'un des 3 ou 4 points forts du groupe « Révoltés ».

— Les pro-chinois de l'U.J.C.-M.L. avaient implanté à Cléon, un Groupe de Travail Communiste actif et bien organisé, en s'appuyant sur la section U.J.C.-M.L. de Rouen, relativement nombreuse. « Servir le Peuple », largement diffusé, obtenait un succès assez net, là comme ailleurs surtout parmi les jeunes.

La C.G.T. de Cléon s'était préoccupée de cette agitation gauchiste, mais elle était en crise, quatre militants exclus essayant de créer une section « chinoise » du P.C.F.-M.L. Les prises de position du P.C.F. à l'encontre de la Commune Etudiante ne pouvaient que gêner la C.G.T. face aux jeunes, très sensibilisés par le climat de violence en cours dans les Universités. Rien n'aurait cependant eu lieu sans la décision du Premier Ministre de donner satisfaction aux revendications Etudiantes. Tenue pour une capitulation cette décision incita grandement les gauchistes à passer à l'action dans la classe ouvrière. Elle eut surtout comme conséquence de rendre crédible aux yeux des travailleurs l'affirmation constante des révolutionnaires selon laquelle rien ne pouvait être obtenu sans violence et qu'au contraire tout était possible par l'emploi de cette violence.

La grève générale du 13 mai, par la puissance qui paraissait s'en dégager contribua, elle aussi, à accroître le potentiel combatif d'une vaste fraction de la classe ouvrière.

Le mercredi 15 mai, dans la matinée, tous les militants ultra-gauchistes de Cléon tinrent une réunion commune et, jugeant que la base paraissait très réceptive à des

mots d'ordre d'occupation des usines, ils parvinrent à se mettre d'accord. Leurs effectifs étaient de l'ordre d'une trentaine, mais ils pouvaient compter sur la sympathie active d'un assez grand nombre de jeunes. La C.G.T. ne se doutant de rien et la C.F.D.T. étant neutre, plusieurs centaines de jeunes ouvriers occupèrent l'usine de Cléon et s'y installèrent, malgré les protestations des cadres cégétistes locaux. Le mouvement lancé à Cléon allait être immédiatement répercuté par les usines où les gauchistes avaient réussi à créer de forts noyaux. A 14 heures, le jeudi 16 mai, les ouvriers, à l'instigation du G.T.C. de Flins-Renault, occupaient l'usine, malgré les directives de la C.G.T. A 16 h. 15, c'était au tour de l'usine Renault du Mans, où le P.C.F.-M.L. avait, depuis un an, créé sa plus solide section syndicale, après l'exclusion de la C.G.T. de cinq responsables pour « activités fractionnistes ». Depuis longtemps, les militants pro-chinois du P.C.F.-M.L. préparaient une action d'envergure au Mans et ils allaient être à la tête de l'agitation dans cette ville, orchestrant les sévères bagarres qui s'y livreraient.

A Boulogne-Billancourt, la C.G.T. tenaient beaucoup mieux la situation en main, mais elle craignait que la contagion des grèves ne gagne son fief. Aussi, après de longues discussions avec la direction de la C.G.T. et le bureau politique du P.C.F., la décision fut prise de prendre le train en marche et de lancer une grève avec occupation des locaux. La C.F.D.T. de Renault avait d'ailleurs exprimé l'intention de donner l'ordre de la grève, même si la C.G.T. s'y montrait hostile.

A 17 heures, le jeudi 16 mai, l'ordre de grève était lancé, au moment même où tous les petits groupuscules (de l'extrême-droite d' « Unité et Travail », filiale ouvrière du Rassemblement Européen de la Liberté, aux G.T.C. de « Servir le Peuple ») multipliaient leurs appels à l'action.

L'occupation des usines Renault donne le signal de l'action dans les autres secteurs où les révolutionnaires ont quelques appuis. C'est ainsi que vendredi matin, 17 mai, des G.T.C., J.C.R. et J.R. organisent un Comité d'action dans le Métro et lance une « grève sauvage » sur la ligne n° 2 du métro (Nation-Dauphine). Dans le métro,

où la multiplicité des syndicats d'opinions diverses empêche la C.G.T. de contrôler valablement la masse des employés, les ultra-gauchistes pouvaient démarrer un mouvement de grève. Le mécontentement général parmi les employés assurait un accueil favorable à ces initiatives.

Pendant que les groupes gauchistes, situés à *l'intérieur* des usines, enregistraient un net succès en contribuant au démarrage des grèves, leurs amis de *l'extérieur*, bien plus nombreux, tentaient de venir les appuyer. Dès le jeudi soir 16 mai, les organisateurs de la Commune Etudiante formaient un cortège qui se rendait à Boulogne-Billancourt. Mais la C.G.T. et le P.C.F. s'opposaient aussitôt à tout contact, au sein des usines, avec les étudiants et dénonçaient les « provocations aventuristes ».

Le P.C.F. déclarait, dans une déclaration lourde de menaces pour les gauchistes : « ...le bureau politique met les travailleurs et les étudiants en garde contre tout mot d'ordre d'aventure susceptible de gêner le développement d'un mouvement d'une ampleur inégalée nécessaire pour en finir avec le pouvoir des monopoles et faire triompher la démocratie ».

Mais la C.G.T. commençait à se demander s'il était possible de reprendre le contrôle de la situation. Le vendredi matin 17, les jeunes ouvriers de la C.G.T. convoqués, à Pantin, pour le festival national devaient se disperser sur les injonctions de M. Séguy, et certains marquaient un vif mécontentement. Un peu partout, des groupes, cégétistes ne suivaient plus les directives de la direction syndicale.

Tandis que les grèves ne cessent de s'étendre, la C.G.T. s'efforce de parvenir à un accord général qui permettrait de désamorcer la crise. Les accords du lundi 27 mai, acceptés par tous les syndicats, semblaient devoir amener la fin de la grève et donc tout risque de débordement de la C.G.T. Malheureusement pour la C.G.T., le premier meeting public, tenu, trois heures après la conclusion du protocole d'accord, dans l'île Seguin par les travailleurs des usines Renault de Boulogne-Billancourt, allait montrer la volonté de lutte de ce secteur-clef de l'économie. Benoît Frachon, de la C.G.T., dut finalement accepter le

refus des travailleurs de Renault d'accepter le protocole. Face à la colère des ouvriers, attisée par les ultra-gauchistes, Georges Seguy devait faire machine arrière en déclarant au meeting :

« A la demande du gouvernement au sujet de la reprise du travail, nous avons indiqué que nous n'avions pas lancé l'ordre de grève et qu'il nous était donc impossible de donner un ordre de reprise du travail ». Cette déclaration était l'aveu que la C.G.T. suivait l'événement, et ne semblait pas capable de le forcer à suivre un autre cours.

Il est révélateur de constater que tous les noyaux gauchistes arrivaient à convaincre aussitôt les ouvriers des usines où ils étaient implantés. C'est ainsi que Berliet à Vénissieux (où se trouvait un groupe J.C.R. et un autre P.C.F.-M.L.), Citroën à Paris (J.R., J.C.R. et G.T.C.), Sud-Aviation à Marignane (Voix Ouvrière) et à Nantes (J.C.R.) et Rhodiaceta à Vaise (P.C.F.-M.L. et Voix Ouvrière) refusaient de reprendre le travail.

A l'E.D.F., où les militants, trotskystes étaient depuis longtemps très actifs, malgré les réticences de la C.G.T., les premières coupures de courant avaient lieu lundi 27 à la fin de la matinée, au moment même où la direction cégétiste essayait d'amener la reprise du travail.

En ce premier jour d'après les accords, la C.G.T. apparaissait aussi débordée que les 16 et 17 mai, lors de la prolifération des « grèves sauvages ».

La journée de mardi 28 est une journée de réflexion pour la C.G.T. qui se rend parfaitement compte qu'à force de jouer la carte de la modération constructive, elle risque de se retrouver couper d'une large fraction de la classe ouvrière. Comme l'écrivait le New-York Times :

« ...il devient de plus en plus évident que les ouvriers sont en grève contre le gouvernement gaulliste autant que contre l'industrie française ».

La démission de l'expert économique de la C.G.T., André Barjonet, et sa participation au meeting « révolutionnaire » du mardi 28 mai au stade Charléty, où il proclamait :

« Si j'ai quitté la C.G.T., c'est surtout parce que les

dirigeants n'avaient pas su ou peut-être pas voulu voir que la situation où nous sommes est vraiment révolutionnaire », constituait un premier symptôme inquiétant pour la C.G.T. Elle était suivie par d'autres démissions (Rolland Andrieu, Secrétaire du Syndicat des marins de Nantes, Lequeu du syndicat des Correcteurs, Haneuse du syndicat des musiciens, etc...) et pouvait être considérée comme un fait de première importance. Les manifestations de mardi, organisées par la C.G.T. pour faire pièce à celle de l'U.N.E.F. et du S.N.E.-Sup. au stade Charléty, n'avaient regroupé qu'un très faible effectif (moins de 10.000 personnes pour Paris) et il était logique de penser que l'attitude « modérantiste » du P.C.F. et de la C.G.T. y était pour beaucoup.

Aussi la C.G.T., changeant brutalement de politique, publiait un communiqué où elle annonçait à la fois la poursuite de la grève et une grande manifestation le mercredi 29 mai.

« ...pour répondre à l'attente des travailleurs ayant décidé dans leur immense majorité de poursuivre la grève et de renforcer la lutte... pour contribuer à un changement politique de progrès social et de démocratie ».

Dès lors, la C.G.T. (et avec elle le Parti Communiste) paraît s'engager sur une voix révolutionnaire, puisque l'organisation syndicale amorce, en termes peu voilés, son intention de militer pour le renversement du régime et son remplacement par un régime populaire.

La très importante manifestation de la C.G.T. du mercredi 29 mai est un gros succès pour celle-ci et paraît confirmer que la nouvelle tactique communiste est payante.

La C.G.T. semble atteinte du vertige du succès et croire à un effondrement total du régime. Il est vrai que ce qui se passe dans les sphères gouvernementales donne une certaine crédibilité à cet espoir de la C.G.T.

Mais le discours du général de Gaulle casse brusquement la volonté de « contestation globale » de la C.G.T. Celle-ci proteste aussitôt de sa volonté de rester sur le strict terrain syndical et de refuser un affrontement politique. Sa décision d'accepter les élections détend l'atmos-

phère et marque le début de l'effacement de la Révolution, un moment entrevue. Dans les jours qui suivent, la C.G.T. va pousser à la reprise du travail, et elle parvient à mettre fin à la grève dans de très nombreux secteurs. Mais, à mesure que la France se remet au travail, les groupuscules extrémistes, privés de leur révolution, poussent désespérément à la poursuite du combat, malgré les incitations de la C.G.T.

Jeudi 6 juin, des étudiants renforcent les militants J.C.R. et U.J.C.-M.L. de la R.A.T.P. qui tentent d'empêcher le retour au travail. Des cas semblables se produisent un peu partout.

Au grand dam de la C.G.T., les négociations entre le patronat et les syndicats échouent dans la métallurgie et l'automobile. Aussitôt, le Mouvement Révolutionnaire, à la recherche d'un cheval de bataille, annonce que le point essentiel du combat est dans le soutien aux grévistes qui poursuivent leur action.

Le vendredi 7 juin, 700 à 800 membres du Mouvement Révolutionnaire et de la F.E.R., participent aux bagarres de Flins, contre les C.R.S. qui occupent l'usine. La C.G.T. réagit durement, en déclarant :

« ...des groupes étrangers à la classe ouvrière, conduits par Geismar, qui apparaît de plus en plus comme un spécialiste de la provocation, se sont introduits dans ce rassemblement pour inciter les travailleurs à réoccuper l'usine. »

Ces formations, entraînées quasi militairement, qui se sont déjà signalées à l'occasion des opérations de même nature dans la région parisienne, agissent visiblement au service des pires ennemis de la classe ouvrière. »

La C.G.T. est donc décidée à empêcher que les poches de résistance à la reprise du travail ne deviennent de nouvelles bases de combat pour les révolutionnaires.

— Finalement on peut dire que la C.G.T. a su résister à la formidable épreuve qu'elle a subi. Débordée les premiers jours, elle est parvenue à reprendre la situation en main, empêchant les grèves de se transformer en heurts sanglants, amenant une défaite totale très probable de la classe ouvrière.

L'Armée et la Révolution

Au commencement de la crise, les militaires ne se préoccupèrent absolument pas du processus semi-révolutionnaire aussitôt entamé. Il ne s'agissait, pour eux, que d'une crise très partielle, qui ne pouvait déboucher sur rien de grave. Cette cécité complète provenait, bien sûr, d'un manque profond de renseignements valables sur les groupes extrémistes et sur leur résonance dans la foule. La Sécurité Militaire, chargée d'éclairer l'Etat-Major ou, à tout le moins, de répercuter les informations provenant d'autres sources officielles, se trouvait dans un noir total face aux événements qui secouaient la France.

Cette cécité était d'autant plus étrange que la Sécurité Militaire s'était intéressée de très près à des mouvements gauchistes, par le biais de son contrôle permanent de l'état d'esprit du contingent. En effet, à la fin de 1967, les agents de la S.M. avaient constaté qu'un intense effort de propagande était opéré par des militants de l'U.J.C.-M.L.; ces militants avaient créé des cellules actives au sein du 9^e Hussard, du 43^e R.I., du 151^e Train spécialement. Ces cellules distribuaient de nombreux tracts antimilitaristes, diffusaient « Servir le Peuple » et fichaient opposants et sympathisants à une action de type révolutionnaire.

Inquiétée par cette action de propagande, la S.M. avait déployé une grande activité pour repérer les agents subversifs, les isoler et les mettre hors d'état de nuire. Dans

ce cadre, la S.M. avait été amenée à centraliser le maximum de renseignements possibles sur les groupes gauchistes. Ne pouvant compter sur la coopération des services officiels « civils », qui ne lui transmettaient à peu près rien, la S.M. s'était efforcée de constituer un fichier des dits mouvements.

Malheureusement pour l'armée, elle avait été incapable de se reconnaître dans l'incroyable écheveau des organisations qu'elle avait à analyser. Confondant les tendances et les hommes, grossissant des groupes fantômes et oubliant des mouvements plus discrets mais plus réels, les renseignements de la S.M. ne pouvaient apporter aucune lueur sur ce qui était en cours, dans les manifestations et les émeutes du Quartier Latin. Leur connaissance du P.C.F. était, certes, beaucoup plus valable, mais elle avait, là, un grave défaut : elle datait terriblement.

Aussi les milieux militaires furent-ils extraordinairement surpris lorsque le samedi 11 mai, lors du retour du Premier Ministre d'Afghaniskan, M. Messmer, ministre des armées, commença à prendre un certain nombre de mesures de précaution. C'est ainsi que la 11^e Brigade Blindée, dont le P.C. est au camp des Loges (à Saint-Germain-en-Laye) se trouvant alors en période de manœuvre au camp de Mailly, était mise en état d'alerte, ses trois régiments : 501^e régiment de chars (d'ordinaire à Rambouillet), Régiment de Marche du Tchad (Pontoise) et 1^{er} Régiment d'Artillerie de Marine (Melun), la 9^e Brigade, alors en manœuvre à la Courtine, était, elle aussi, mise en état d'alerte. Les centres d'instruction du Train 1^{er} et 151^e à Montlhéry étaient déjà mis en état d'alerte en vue de renforcer la motorisation des unités du maintien de l'ordre (police, gendarmerie mobile, C.R.S.). Les autres unités de la région parisienne (9^e et 11^e Hussards, 5^e Régiment d'Infanterie), recevaient aussi des ordres de mise en état d'alerte. A tout hasard, les régiments de la 11^e Division Légère d'Intervention étaient alertés dans leurs cantonnements de l'Ouest de la France.

Mais l'aggravation de la situation allait apparaître brusquement aux militaires après l'échec du premier discours du Président de la République, le vendredi 24 mai. Les

nouvelles émeutes étudiantes qui le suivaient leur firent penser que la France était en train de vivre la première phase d'une insurrection gauchiste pouvant fort bien déboucher sur une guerre civile.

Pour s'opposer à ce risque, des conciliabules eurent lieu entre officiers. Un fait fut aussitôt apparent : la cassure entre gaullistes et antigauillistes, provoquée par la guerre d'Algérie et l'O.A.S., avait à peu près totalement disparu. Tous les officiers ou presque se retrouvaient unis dans la volonté de faire face à un coup de force d'extrême-gauche. Le déferlement des drapeaux rouges et des drapeaux noirs avait eu un effet traumatisant sur les militaires.

Si une telle unanimité existait en cas de coup de force gauchiste, elle était infiniment moins homogène en cas de prise de pouvoir légale des mouvements de gauche. Certains officiers déclaraient à cette occasion, à l'état-major du général Metz, gouverneur militaire de Paris, que l'armée étant l'armée de la nation, celle-ci devait admettre sans réticence un tel changement, même si le P.C.F. était appelé à participer au gouvernement.

Les éléments les plus durs de l'armée ne partageaient, eux, absolument pas ce point de vue.

Dès le 25 mai, des officiers de la région parisienne prenaient des contacts très discrets avec certains éléments d'extrême-droite, pour savoir s'ils pouvaient compter, en cas de coup de force, sur un soutien actif de la part des mouvements nationaux. Les militants de ces mouvements, eux-mêmes très inquiets devant le brutal développement de la menace révolutionnaire, se montraient aussitôt disposés à participer à une action anticomuniste, dans le cadre d'un mouvement militaire.

Si un accord global fut facile à réaliser, il n'en fut pas de même pour les modalités de l'action future. L'armée, ou ceux qui voulurent la représenter, ne voulait agir que dans le cas d'un effondrement complet de l'Etat, dans le seul but de « sauver la France du Bolchevisme », les militants nationaux voulaient, eux, ne pas sauver le gaullisme et surtout *prévenir* tout coup de force, et non *réagir* à un tel coup. Ils pensaient en effet, qu'il leur serait très

difficile de regrouper leurs forces, dans ce cas. Surtout, échaudés par l'expérience algérienne, ils avaient peur d'être lâchés au dernier moment par les militaires et ne voulaient s'engager qu'après que l'armée se soit elle-même engagée sans esprit de retour. Le 24 mai, un premier accord fut conclu ; il prévoyait les points suivants :

1. — Les personnes dans l'affaire contacteraient le maximum possible de militants de droite, sous le couvert d'une pseudo-organisation Pré-militaire normale. Ces contacts devaient se faire avec le maximum de discrétion.

2. — En cas de soulèvement communiste, le point de ralliement choisi était le camp de Satory. Les militants qui ne pouvaient s'y rendre par leurs propres moyens devaient être pris en charge soit par des civils motorisés soit par des camions de l'armée, dans le cas où un délai de grâce aurait existé.

3. — Les militaires refusaient de livrer immédiatement des armes mais souhaitaient la formation de petits groupes de combat, tenus à une discipline rigoureuse et pouvant être armés très rapidement, en cas de nécessité. En cas de clash, les groupes seraient intégrés dans les unités de choc, purgés de leurs éléments douteux.

Tandis que ces conversations se déroulaient, les militaires décidés à agir dressaient un tableau des effectifs disponibles, tableau sur lequel se penchaient, par ailleurs, les responsables de l'ordre public.

Les unités suivantes étaient tenues pour sûres :

Le II^e Hussard, dont l'état-major montrait une nette détermination, le 501^e Régiment de Chars et les deux autres régiments de la II^e Brigade étaient tenus pour sûrs, ainsi que les unités de la 11^e D.L.I.

Des unités de chars de la 8^e division étaient concentrées dans le nord de Paris, tandis que d'autres groupes débarquaient à Creil, provenant des garnisons de Metz et de Nancy.

Les autres forces de maintien de l'ordre étaient assez souvent animées d'intentions énergiques :

— Les C.R.S., furieux des insultes reçues et durcis par leur action, étaient décidés à faire face aux menaces de putsch gauchiste.

— Les gendarmes mobiles étaient moins durs et certains de leurs officiers, marquaient leur discrète réprobation des tâches qui leur étaient fixées. Seul le Groupement de Gendarmerie Mobile N° 1 de Satory était aussi décidé que les C.R.S.

— La crise de la police parisienne était le gros point noir des responsables du service d'ordre. Ayant pris comme une insulte la décision du Premier Ministre de « libérer » la Sorbonne et de désavouer ainsi l'action des forces de l'ordre, la police parisienne marquait une nervosité de plus en plus grande et ne pouvait guère être tenue pour utilisable en cas d'événements vraiment graves.

Dans l'armée, outre la grande inconnue de l'attitude du contingent, on notait que certains régiments étaient peu disposés à participer à une action violente de quelque type qu'elle fut : c'est ainsi que le 9^e Hussard (Coulommiers) et le 2^e R.I.M.A. (régiment d'infanterie de marine) (Le Mans) étaient fort peu disposés à participer à une action anticomuniste. Les 4^e (Beauvais) et 14^e brigades (Laon) ne figuraient que pour mémoire dans le dispositif militaire. Le 43^e R.I. de Lille, par contre, bien pris en main par ses officiers, était tenu pour meilleur que prévu.

L'un des principaux points noirs de la situation résidait dans le fait que les moyens motorisés des 1^{er} et 151^e C.I.T. étaient rendus indisponibles par l'utilisation de 400 de leurs camions pour les transports de remplacement. Il était donc indispensable de renforcer les moyens motorisés des troupes de la région parisienne. Aussi, très discrètement, deux bataillons du train sont-ils retirés du II^e Corps d'Armée (Forces Françaises d'Allemagne) en vue de renforcer ces moyens.

Tandis que la situation se détériore rapidement et que le gouvernement paraît de moins en moins capable de faire face aux émeutes, les militaires durs font un nouveau pas en avant en direction de leurs associés d'extrême-droite ; le 26 mai, lors d'une nouvelle réunion tenue dans un appartement du Quartier Latin, une intéressante proposition fut faite aux militants d'extrême-droite, repré-

sentant alors la quasi-totalité des mouvements nationaux et nationalistes. Les militaires proposaient la formation d'une sorte de milice civique, dont les membres, encadrés et pris en charge par l'armée, devaient apporter une aide pratique aux actions de l'armée, avant même le début possible d'un clash. Il n'était évidemment pas question de convier des gens à la tâche peu glorieuse d'éboueurs municipaux pour soutenir les militaires dans cette importante besogne. Mais il était possible de camoufler une formation para-militaire, sous le couvert d'une action civique. Par ce biais l'armée pouvait organiser à ciel ouvert des formations de complément, les discipliner (ce qui éviterait tout risque de débordement par des éléments irresponsables) et en disposer en permanence, ce qui pouvait être essentiel dans le cas d'un coup de force brutal et imprévu.

Il était cependant indispensable de camoufler l'organisation pour ne pas effaroucher le gouvernement, tout en laissant entendre beaucoup de choses, afin de recruter facilement des volontaires. Les modalités de la campagne de recrutement, basée sur la propagande de bouche à oreille, furent alors mises en forme, après qu'un accord total fut apparu entre les participants. Un point noir était cependant la possibilité d'interférence avec les Comités de Défense de la République, organisés par les mouvements gaullistes car de nombreux militants d'extrême-droite étaient hostiles à tout accord avec ces comités. Il fut donc décidé que la milice civique serait uniquement composée des gens directement contactés, les gaullistes agissant par eux-mêmes, s'ils le désiraient.

Aussitôt après la réunion, les participants civils se multiplièrent dans Paris, tenant en particulier de nouvelles réunions avec tous les ténors de la droite nationale, et commençant, par leurs propos, à semer une sérieuse alarme dans ces milieux.

Les autorités militaires de Paris, qui avaient refusé un moment de prêter des salles pour des réunions de comités d'action, commençaient, devant la menace, à réviser leurs positions.

Quant au ministre des armées, il augmentait son dispositif d'urgence, déjà renforcé par le rappel de 10.000 réservistes de la gendarmerie. Si les émeutes du 24 avaient représenté le choc décisif pour les militaires, il en avait été de même chez les membres du gouvernement. Dans la nuit même, des éléments du 43^e R.I. de Lille étaient expédiés de toute urgence sur Paris (un premier élément avancé : 36 camions, 14 jeeps, passaient par l'autoroute Paris-Lille, à Roye, à 8 heures du matin, le samedi 25 mai) afin de compléter le dispositif d'alerte.

De nombreux convois de troupes défilaient ostensiblement dans la banlieue de la capitale. Visiblement, le gouvernement appliquait la politique de « montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir ».

Une intense fermentation agitait, malgré les indications terrifiantes de la presse, les milieux militaires, surtout ceux des unités de choc, des garnisons de l'Est et des Forces Françaises d'Allemagne. Mais si les cadres supérieurs étaient résolument gaullistes et décidés à n'agir que sur la demande du Président de la République, il n'en était pas de même de certains de leurs subordonnés. Pour beaucoup de rescapés de l'O.A.S., il ne s'agissait nullement d'agir pour sauver le régime, mais au contraire de s'opposer à une prise de pouvoir par les communistes. Dans cette optique, on voyait très bien un départ du général de Gaulle « dans son village, avec son chagrin » et la prise de pouvoir par un gouvernement de Front National. Les officiers gaullistes s'efforçaient de désamorcer un tel processus, en insistant sur le fait que jamais de Gaulle ne se retirerait pour laisser la place à un gouvernement de Front Populaire. Une vacance du pouvoir était donc, à leurs yeux, parfaitement exclue. Le malheur pour leur démonstration était que le Pouvoir apparaissait de moins en moins maître de la situation. On parlait, de plus en plus, du retrait du général de Gaulle, de la démission de Georges Pompidou, de l'effondrement proche du régime. A mesure que les jours passaient, sans que l'on enregistre la moindre réaction virile de l'Etat, les partisans d'une réaction militaire devenaient plus nombreux et plus déterminés.

La Sécurité Militaire et les officiers loyalistes ne cessaient d'avertir la hiérarchie de l'explosion qui pouvait se produire. Ce risque d'explosion allait déboucher sur la démarche, restée la plus mystérieuse de de Gaulle durant toute la crise. Il est possible d'en donner les vraies raisons :

Contrairement à l'opinion qui fut aussitôt exprimée dans tous les journaux, de Gaulle, lors de sa mystérieuse disparition entre l'Élysée et Colombey, ne se rendit pas le 29 mai à Baden-Baden pour s'assurer de l'anticommunisme de l'armée. Cet anticommunisme militant était une réalité trop visible pour qu'il fut bien nécessaire d'en conférer avec sept généraux. De Gaulle fit cette réunion pour démontrer à l'armée qu'il restait le seul patron et que toute remise en cause de son pouvoir ne pouvait que précipiter le chaos, et donc le communisme. Jouant de son grand pouvoir de persuasion, le Président de la République n'eut aucun mal à persuader les généraux que lui seul était capable de « sauver la France du Bolchevisme » et qu'il fallait donc se serrer autour de lui. Il leur annonça qu'il était décidé à briser la subversion et insista sur le fait que le P.C.F. n'était absolument pas disposé à une véritable épreuve de force et que, sans lui et ses troupes, aucune action révolutionnaire ne pouvait véritablement avoir lieu. La victoire était certaine, si quelques militaires à la tête chaude ne se lançaient pas dans des mouvements inconsidérés, qui amèneraient le P.C.F., volens nolens, à durcir définitivement son attitude.

Les généraux présents donnèrent d'enthousiasme leur accord et des mesures de précaution extrêmement importantes furent aussitôt décidées. Les unités des Forces Françaises d'Allemagne dégagèrent des groupes de choc prêts à passer en France. Les autorités d'Allemagne Fédérale, inquiètes devant les menaces de « bolchevisation » de la France, se déclarèrent prêts à faciliter au maximum des transferts de troupes.

Avant même la déclaration radiodiffusée du général, des mouvements de troupes très apparents eurent lieu. La 11^e Brigade Blindée fit mouvement vers Paris, avec

une grande ostentation. Le 1^{er} Régiment de Parachutistes d'Infanterie de Marine (1^{er} R.P.I.M.A.) de Bayonne reçut son ordre de transport avec préavis de 2 heures, tandis que se concentraient ces avions de transport (10 Nord-Atlas à la Betap. de Pau et 20 à l'aérodrome de Franczal à Toulouse). De nouveaux détachements du 43^e R.I. renforçaient, à Creil, les blindés venus de Metz. Une colonne de chars, venue d'Allemagne, franchissait ostensiblement la frontière, sous prétexte de manœuvre au camp de Bitche. Aussitôt après l'amorce du durcissement du pouvoir, les transports de troupes se multipliaient, inquiétant considérablement les partis de gauche.

L'appel à la formation de Comités d'action civique officialisait (et légalisait) les projets de l'armée à l'égard des groupes de droite. Celle-ci, ainsi « couverte », allait pouvoir recruter et former une milice supplétive, en vue, soit de briser la grève, soit de participer à une lutte armée.

Pour empêcher toute anarchie dans la mise en place de ces groupes supplétifs, un rappel sériel de réservistes était prévu, ainsi que la militarisation de volontaires.

Tout était donc prêt pour casser les reins à la gauche, si celle-ci se laissait tenter par les sirènes extrémistes. Pour des raisons que nous exposons par ailleurs, la gauche refusa l'aventure et accepta de participer aux élections, mettant ainsi fin à l'action révolutionnaire. Le danger était conjuré et les projets de milice civique retournèrent au néant, bien que les contacts aient été maintenus pendant quelques jours.

L'armée sortait de la crise en ayant pesé d'un poids très lourd dans sa conclusion. Elle paraissait enfin sortir de son long purgatoire de la fin de l'O.A.S. et de l'Algérie Française. Il est probable qu'elle sera tentée de présenter une note à payer pour les services qu'elle a rendus et surtout pour ceux qu'elle aurait pu être amenée à rendre. Elle a, si elle manœuvre avec l'unanimité qui l'a caractérisée pour la première fois dans cette crise, des cartes intéressantes à jouer dans la V^e République, 2^e manière.

Le Reflux : Les Comités d'Action Populaire

Dès la nuit des barricades (du 10 au 11 mai), des Comités d'Action Populaire étaient mis en place pour structurer le mouvement étudiant, avec comme but ultime de le faire déboucher sur une action révolutionnaire, par une « liaison avec les luttes ouvrières et paysannes ». Leur nombre, réduit au départ (une dizaine), atteignit 150, représentés sur un total de 400, lors de la réunion d'organisation du jeudi 23 mai et dépassa 450 réels au début du mois de juin (plus environ 200 comités plus ou moins fantômes).

La structure des Comités d'Action Populaire est la suivante :

1. — *Structure verticale :*

Les C.A.P. sont formés dans les lycées, les Universités, les usines. Leurs structures sont copiées (pour les étudiants et lycéens) sur celles des Comités Vietnam de Base. Les adhérents des mouvements participants y figurent en tant qu'individus et non en tant que représentants de ces mouvements (au moins en théorie).

2. — *Structure horizontale* :

D'autres C.A.P. sont formés au niveau du quartier, le plus souvent à partir d'un noyau étudiant fourni par un établissement universitaire existant dans le quartier. C'est ainsi que le C.A.P. du secteur Censier provient directement de l'élargissement du C.A.P. étudiant de la Faculté de Censier en un Comité d'Action étudiants-travailleurs de Censier.

La création des C.A.P. fut effective grâce à la participation des mouvements suivants :

— Comités d'action lycéens et Comités Vietnam de Base.

— Mouvement du 22 mars.

— Jeunesse Communiste Révolutionnaire, Voix Ouvrière, Parti Communiste internationaliste.

— Union de la Jeunesse Communiste-Marxiste-Léniniste et G.T.C.

— Groupes Anarchistes de la Fédération Anarchiste, regroupés dans le Comité d'Action Révolutionnaire.

Les dirigeants de l'U.N.E.F. et du S.W.E.-Sup. participaient à titre personnel à la création des C.A.P.

Le Comité directeur des C.A.P. siégeant à la Sorbonne fut ainsi composé :

Secrétaire général : Alain Krivine (J.C.R.).

Information : Castro (Mouvement du 22 mars).

Organisation : Liebowitz (U.J.C.-M.L.).

Portes-Paroles : Jacques Sauvageot et Alain Geismar (ex-P.S.U.).

Service d'Ordre : Goldberg (J.C.R.), Ben Saïd (Mouvement du 22 mars, adhérent J.C.R.).

Contacts Politiques : Kravetz (J.C.R.).

Il fut rapidement évident que la J.C.R. s'était assurée une grande partie des leviers de commande des C.A.P.

Mais ceux-ci allaient voir accroître leur importance par l'entrée de Jean-Louis Vigier (exclu du P.C.F.), Barjonet (démissionnaire de la C.G.T.) Depaquit (exclu du P.C.F.), Lequeu et Haneuse (démissionnaire de la C.G.T.), Gilbert Mury (membre du Bureau Politique du P.C.F.-M.L.). L'en-

trée de ce dernier signifiait que le P.C.F.-M.L., jusque là très réticent, se rallier lui aussi aux C.A.P.

Ce parti n'était pas le seul à se rallier aux C.A.P. Le P.S.U., où la tendance « chinoise » des amis de Rocard, Secrétaire général, avait pris le dessus sur les modérés, s'efforçait de déborder le P.C. sur sa gauche, comme le faisaient les C.A.P. La présence d'ex-P.S.U., restés proches du parti, à la direction des C.A.P., permit de parvenir à un accord qui entraîna l'entrée des militants du P.S.U. au sein des C.A.P.

Les C.A.P. étaient, en outre, parvenus à un accord limité avec la F.E.R., qui refusait de s'y intégrer mais acceptait le principe d'une unité d'action.

Lors d'une réunion tenue mercredi 22 mai à la Sorbonne, pour préparer la réunion constitutive du lendemain, la résolution fut prise de placer l'action des C.A.P. sur deux plans.

1. — Les C.A.P. devaient poursuivre leurs campagnes d'agit-prop. (agitation et propagande) dans les usines et les quartiers. Il était recommandé de tenir le maximum possible de meetings publics afin d'entretenir une agitation constante sur la voie publique. Par ailleurs, les méthodes classiques de propagande devaient être le plus largement possible employées (diffusion de tracts, collage d'affiches, etc.).

2. — Sur un plan beaucoup plus grave, la décision fut prise (avec l'accord de De Bresson, Berg et Remi de la F.E.R., présents, à titre d'observateurs, à la réunion) de déclencher un mouvement dur en province. Depuis deux semaines, le gouvernement réduisait considérablement ses forces sur la région parisienne. Il s'agissait donc d'obliger les autorités à disperser leurs forces, à les épuiser par de nombreux déplacements, et à leur imposer, par suite, une tension nerveuse qui ne pourrait que leur donner un grave sentiment d'insécurité.

L'adoption de cette nouvelle tactique allait entraîner les heurts sanglants du 24 mai à Lyon, et le développement de la « guérilla urbaine » dans toute la France.

Tandis que les émeutes secouaient la France, les C.A.P. recrutaient et tentaient de se donner une véritable orga-

nisation. Le retour clandestin de Cohn-Bendit était désastreux pour eux, car il relançait aussitôt, face au Comité Central de la Sorbonne, le Comité Central du Mouvement du 22 mars qui, de Nanterre et de la Sorbonne, organisait parallèlement ses propres C.A.P. (malgré l'opposition de son adjoint J.C.R. Ben Saïd). Mais l'éclairage se déplaçait, devant le durcissement de la situation, vers un autre volet de l'activité des C.A.P. Les responsables Action des C.A.P. essayaient, en effet, de créer des Milices Populaires à partir des « Combattants des barricades ». Ces milices étaient chargées de la protection des bâtiments occupés (spécialement les établissements universitaires) mais il n'était nullement exclu de les voir participer à des mouvements plus offensifs. Au moment où le départ du général de Gaulle parut probable, l'embryon d'Etat-Major des Milices des C.A.P. essaya de mettre sur pied, un plan de prise de pouvoir révolutionnaire. L'occupation des édifices publics fut prévu. Surtout, reprenant le projet du 24 mai, qui avait entraîné la violente réaction des forces de l'ordre informées de cette intention, les C.A.P. préparèrent une riposte au discours prévu de de Gaulle : le Quartier latin, vide des forces de police, devait être proclamé « zone libérée » et une espèce d'administration révolutionnaire s'y installer. Il était prévu que l'annonce de la création de cette zone libérée serait le détonateur révolutionnaire décisif et que le P.C.F., ne voulant pas risquer de perdre le contrôle de la situation, serait obligé de passer, lui aussi, à l'action révolutionnaire.

Pour parvenir à réussir les moyens nécessaires à cette action, les chefs des C.A.P. avaient multiplié leurs tentatives pour se procurer des armes et des explosifs, afin de faire face à la réaction obligatoire de la police, voire de l'armée.

Les C.A.P. avaient une source toute trouvée d'armes et cette source inquiétait autant le P.C. que la police. Certains éléments pro-chinois camouflés du P.C. avaient, au début du mois de mai, raflés des dépôts d'armes de l'appareil clandestin du Parti. Des membres des C.A.P. allaient tenter de les récupérer. 6 militants étaient arrêtés mardi 27 mai, après un accident de voiture, au moment où ils

s'apprêtaient à prendre livraison d'armes cachées à Charolles (Saône-et-Loire).

Des armes provenaient aussi de l'étranger.

Le 13 mai, à Aix-en-Provence, quatre jeunes Allemands de Hambourg étaient arrêtés, leur voiture pleine d'explosifs.

2 autres seront arrêtés le 2 juin, transportant des fusils de guerre, après avoir franchi clandestinement la frontière.

En outre, les C.A.P. multipliaient la confection d'armes de fabrication artisanale (bombes à billes d'acier, bobby-traps, cocktails Molotov) mais tout à fait efficaces. Leur stockage dans des édifices universitaires était d'ailleurs un véritable danger, même sans affrontement armé.

Tandis que les C.A.P. se préparaient à la « lutte finale », leurs dirigeants tentaient de créer un véritable Mouvement Révolutionnaire.

Le mardi 28 mai, Barjonet, représentant les dissidents de la C.G.T., Vigier, les intellectuels en rupture de P.C., Mury le P.C.F.-M.L., Geismar les C.A.P. universitaires, Ben Saïd et Castro le Mouvement du 22 mars, Krivine et Goldberg la J.C.R. (l'U.J.C.-M.L. refusant de participer à un tel mouvement, et la F.E.R. persistant dans son refus hautain) s'efforçaient de bâtir ce mouvement, ou au moins un comité de liaison, proposé par le P.C.F.-M.L. et la J.C.R. Mais le Mouvement du 22 mars et les C.A.P. universitaires s'y opposèrent et une collaboration organique ne put être instituée.

Le discours du 30 mai écrasait littéralement l'ardeur révolutionnaire des C.A.P. et on pouvait assister à un certain « lachage » à la Sorbonne cette après-midi là dans l'attente des C.R.S., des paras ou des « durs » gaullistes, toute action armée étant abandonnée, le projet de constitution d'un Mouvement Révolutionnaire devenait une nécessité encore plus urgente.

Aussi le samedi 1^{er} juin, après la manifestation de l'U.N.E.F., un meeting eut lieu en faveur de la création d'un tel mouvement à la Faculté des Sciences. Ce meeting fut suivi, dans la soirée, par un débat à la Sorbonne où Cohn-Bendit s'opposa à la création de ce Mouvement,

subissant de ce fait une violente attaque de Ben Saïd et de J.-P. Vigier. Alain Krivine, en tant que Secrétaire Général des C.A.P. (et chef de la J.C.R.) appela à la constitution de ce Mouvement, en le souhaitant issu de la base :

« Les heures comptent. Nous n'avons pas le temps de faire de la supra-démocratisation. Il faut prendre des décisions pour faire face au système, tout en évitant la bureaucratie spontanée à la base ».

Les oppositions au sein des C.A.P. bloquèrent la tentative de fusion des groupes avec sein du Mouvement Révolutionnaire. Les C.A.P. continuaient, cependant, à appeler à la poursuite du combat, en mettant au rancart Cohn-Bendit.

Les bagarres de Flins ont été un test de la combativité des groupes de choc des C.A.P., mais les meetings d'explication ne peuvent se comparer au gigantesque effort de propagande du P.C., expert dans cet art et disposant de moyens de beaucoup plus importants. Il est d'ailleurs à prévoir un éclatement rapide de ces C.A.P. du fait des divisions qui séparent les chefs voire les militants. Chaque groupe essaie de les noyauter et le P.S.U., qui y est fort actif, ne se cache pas de vouloir les prendre sous son aile protectrice (bien que le P.S.U. participe aux élections et que les C.A.P. les condamnent) il est difficile de chiffrer les C.A.P. dont les effectifs sont très variables allant de 4 ou 5 à plus de 50. On peut cependant estimer qu'ils avoisinent dans la région parisienne la dizaine de milliers d'adhérents, dépassant sensiblement le total des adhérents des mouvements politiques qui y sont plus ou moins intégrées. Depuis une douzaine de jours, des Comités d'Action Populaire ont fait leur apparition en province. Les C.A.P. les plus nombreux se rencontrent à Lille, Rennes, Aix-en-Provence, Nantes, Rouen, Rennes, Caen, Lyon, Toulouse, Nice, Marseille, Saint-Nazaire, Nantes, Clermont-Ferrand.

La création d'un comité de coordination coiffant les C.A.P. de toute la France est actuellement poursuivie, malgré la crise interne qui secoue ceux-ci.

Sur la Jeunesse

En conclusion de ce numéro, nous introduisons les pages suivantes écrites en mai 1964 dans le numéro spécial de Défense de l'Occident consacré à la jeunesse.

Il est clair qu'en ce temps l'énergie est regardée comme une disposition au crime. Soyons justes : le gouvernement ici n'est pas seul en cause, il a d'innombrables complices dans la presse, dans les partis, chez les éducateurs, dans l'opposition même. La jeunesse rencontre partout ces aimables porteurs de ciseaux, ronds, bénévoles, bienveillants, dispensateurs d'écuelles. « Tond les chiens, coupe les chats » est leur devise. Partout où la jeunesse se tourne, ils sont là sur leurs comptoirs, débitant leurs salades, assis sous leurs totems et contemplant l'éventaire de leurs paniers-repas intellectuels. Cela ressemble à Lourdes où tous les marchands de médailles sont les petits-neveux de Bernadette Soubirous. La jeunesse défile entre deux haies de gris-gris : l'enseigne change, mais c'est toujours le même chapelet. L'affreux qui ne porte pas son petit truc marial à la boutonnière, avec le nom de son collègue brodé sur sa manche, il est bien pire qu'un blouson noir ou un voleur d'autos. On le regarde avec horreur comme un vandale et un impie. Car on a tous les droits, il faut bien s'amuser un peu, et pourquoi toujours se laver les pieds ? — Mais on n'a pas le droit de ne pas se laisser laver la cervelle. Tous à la douche ! Et pour ce travail-là, tous les Français sans exception se sentent une âme d'éducateurs.

On comprend que la jeunesse ne mange pas de très bon

cœur cette gamelle de maison de redressement. D'où l'instinct qui la pousse, en politique comme ailleurs, à faire bande à part. Les jeunes se sentent fatigués des « tondeurs de chiens » dans tous les pays et dans tous les partis. C'est vrai quand le tondeur de chiens s'appelle Eisenhower, c'est vrai aussi quand il s'appelle Khrouchtchev. Partout la jeunesse regimbe. Communiste, elle est chinoise. Nationale, elle est fasciste. Américaine, elle est radicale ; anglaise, elle est en colère. Si elle ne regimbe pas, elle tourne le dos, et parfois elle regimbe et tourne le dos à la fois. Elle ne s'inscrit pas aux syndicats, elle boude les partis, elle piétine les bannières et casse le mobilier. Je cherche en vain la jeunesse domestiquée.

Et pourtant, elle existe. La planète jeunesse est tellement diverse qu'une race de porteurs de faux-cols a survécu à toutes les tourmentes. Il serait injuste de ne pas saluer ces petits fonctionnaires de la vingtième année. Cette frange de séminaristes a existé à toutes les époques, on la reconnaît à ses faux-cols. Sous le règne de Napoléon, on se plaignait déjà de ces petits gourmés. Les nôtres ont un faux-col purement moral. Ne voulant pas rejeter le conformisme (pour toutes sortes de raisons), ils s'en sont fait bravement un corset. Coiffés du melon démocrate chrétien, ne sortant jamais sans leur parapluie marxiste, ils vont de chapelle en chapelle et multiplient les genuflexions de leur pèlerinage : un point à l'envers et un point à l'endroit, un point pour *l'Express* et un point pour l'E.N.A., un pour l'antiracisme, un pour le cinéma. Cette graine de préfets fleurit sur les parterres bourgeois des Facultés et à l'ombre des sacristies. Elle ressemble beaucoup à la jeunesse par le velouté de la peau et quelques particularités du bassin. Les naturalistes éclairés prétendent toutefois qu'il s'agit en réalité d'une race précoce de vieillards décrite dans les zoologies sociales depuis un siècle et demi et dont les spécimens les plus communs sont désignés dans la langue vulgaire sous le nom de *culs-bénis*. Je n'ai pas d'opinion personnellement sur ce produit hybride dont quelques variétés ne sont pas dépourvues de charme et font de jolies plantes d'appartement.

Il faut avouer cependant que ces différentes catégories ne sont pas toute la jeunesse. Je me demande même si, dans son immense majorité, cette jeunesse dont on nous parle tant n'est pas, en réalité, une jeunesse tranquille, studieuse, accablée sous des programmes scolaires incohérents, éclusée d'examen en examen et de concours en concours, obsédée par l'idée que son avenir dépend de ces loteries scolaires, au demeurant une des jeunesses les plus sages et les plus dociles que nous ayons eues depuis longtemps. Je me demande si nous ne sommes pas victimes la plupart du temps de ces transferts puérils que les parents font volontiers des blue-jeans à la révolte et des collants à l'immodestie. Il me semble que beaucoup de ceux que nous appelons « les jeunes » avec quelque défiance sont surtout timides et charmants, que les garçons qui font le plus de bruit sur leurs scooters sont dans le privé d'inoffensifs aligneurs d'équations, que ces filles dont les jupes sont si courtes sont parfois aussi réservées que leurs grand-mères. Je ne parviens pas non plus à prendre pour des produits de l'immoralité contemporaine ces jeunes ménages un peu godiches qui trébuchent éperdument sur le problème de l'appartement avec leurs dictionnaires sous le bras. Finalement, notre jeunesse me paraît aussi diverse que la nation elle-même. Les blousons noirs qu'on dénonce si volontiers ne sont qu'une avant-garde qui se laisse aller davantage à l'instinct, les révoltés comme ceux qui comprennent ne seront jamais qu'une minorité, les arrivistes appartiennent à une étroite tranche sociale, et la jeunesse dans son ensemble, dans sa chair même, est aussi difficile à définir que la nation elle-même, peut-être apathique, peut-être au fond d'elle-même attendant quelque chose d'autre, fort peu *monstrueuse*, en tous cas, malgré les enquêtes des journaux.



Ce qui me frappe le plus, toutefois, au moins chez les représentants les plus conscients ou les plus turbulents de la jeunesse moderne, c'est leur rupture volontaire,

affectée, avec les autres étages sociaux, cette retraite sur un Aventin interdit aux profanes, phénomène mystérieux que la plupart des commentateurs traitent avec de touchantes précautions. En se donnant son uniforme, ses mots de passe, ses jeunes dieux, ses jeux à elle, je me demande si, en réalité, la jeunesse ne veut pas surtout nous signifier qu'en tous les domaines, elle repousse notre morale et surtout notre hypocrisie. Ses jeunes tartuffes eux-mêmes ne le sont que par nous : je ne suis pas sûr qu'ils le soient entre eux et peut-être leur politesse à l'égard de nos manies n'est-elle qu'une singerie et une impertinence de plus. En fait, les mœurs spécifiques de la jeunesse et même les domaines qu'elle s'arroge peu à peu aboutissent à créer un Etat dans l'Etat : mais dans cet Etat ne circule pas la fausse monnaie, ou, en tous cas, *notre* fausse monnaie.

Cela va beaucoup plus loin que la politique. C'est toute chose, c'est toute manière de vivre que cette jeunesse *dis-sidente* remet en question. Elle est un creuset. Elle refuse de se payer de mots, elle fait des ravages dans notre paysage de mots et saccage tout sur son passage. Je ne crois pas du tout à cette « peur atomique » par laquelle on explique trop facilement leur « fureur de vivre ». Leur révolte me paraît bien plus profonde. « Attention ! Les enfants nous regardent », disent les grandes personnes. Eh bien ! oui : ils nous ont regardés, et ils ont vu notre faillite d'abord et nos mensonges ensuite. Notre faillite, elle n'est pas difficile à voir : elle est dans notre terreur, dans nos défaites, dans notre science terrible que nous ne maîtrisons pas, dans ce monde inconnu que nos propres mains ont fait et qui nous épouvante, dans notre indifférence à tout, dans notre impuissance devant tout. Que notre génération hébétée par les catastrophes qu'elle a déclenchées, divisée, hargneuse, inconséquente, donne à toute notre jeunesse l'impression que leurs pères sont des vaincus et des ratés, ce n'est pas cela qui doit nous étonner. Mais, je crois que leur instinct va plus loin et accuse plus loin. Ce sont les choses qui ne nous paraissent ni scandaleuses ni insupportables qui les scandalisent et leur répugnent : ce sont ces *conditions de vie*,

comme nous disons, dans lesquelles nous sommes paresseusement installés qui leur paraissent *aussi* une faillite, et peut-être plus grave, plus présente, que notre faillite politique. Toutes leurs extravagances — et je parle des pires — je suis frappé de voir combien elles sont naturelles et conséquentes. Ils n'aiment pas le travail ? mais aussi pourquoi aimeraient-ils le travail d'esclaves que nous leur avons inventé, cette usure abrutissante de l'homme sur le même geste, dans le même coin qui offre poliment à des millions d'hommes le destin du cheval borgne qui tourne la roue du moulin ? Ils veulent des autos, ou plutôt ils *empruntent* des autos ? Et pourquoi faudrait-il qu'ils soient éternellement spectateurs du plaisir des autres, condamnés à ronger leur frein en attendant leur tour de bête, leur « avancement » devant l'insolence des puissants ? Ils engrossent les filles ? Et pourquoi, diable, mettons-nous en circulation des filles nubiles troussées jusqu'aux cuisses, en proclamant la liberté de l'amour et en même temps avec une pancarte « défense de toucher aux marchandises exposées » ? Ce qui est étonnant, quand on réunit deux cent mille jeunes gens en liberté sur la place de la Nation, ce n'est pas qu'ils violent une fille, mais c'est qu'ils n'en aient pas violé six cents. Nous faisons des choses absurdes, nos *conditions de vie* sont absurdes, nos conditions de travail, nos conditions d'habitat, nos mœurs, notre usage incohérent de la liberté, notre provocation sexuelle permanente : et nous voudrions que la jeunesse *respecte* tout cela ! Que voulez-vous, je la trouve prodigieusement modérée et raisonnable, cette jeunesse furieuse. Bénins, bénins, voilà ce qu'ils sont. Regardez ces « idoles » que nous avons été interroger. Quels bons petits enfants ! Pas une idée qui dépasse, des premiers communiant embêtants comme la vertu, il n'y en a qu'un qui soit un peu drôle.

Oui, vraiment, cela pourrait être bien pire, s'ils *savaient*, s'ils comprenaient, s'ils refusaient notre temps avec leur intelligence, au lieu de s'en écarter bien gentiment, bien poliment, en écoutant leur seul instinct. Mais ils sont là, avec leurs guitares, tenant leur ronde bien fermée, et ils nous disent seulement : « *T'es plus dans*

le coup! » Pourquoi voulez-vous que je m'indigne ? Cette phrase n'est pas nouvelle pour moi : il y a vingt ans que *les hommes* me la répètent et à des milliers d'hommes comme moi. Je ne suis plus dans le coup et je ne veux plus l'être. Il y a vingt ans, en effet, pour la dernière fois, une fraternité vraie a pu exister entre un homme de mon âge et un garçon de seize ans, ils pouvaient se regarder dans les yeux, ils étaient le même homme et ils voulaient la même chose. Mais, aujourd'hui, quel pont vaut qu'on se fasse tuer pour le défendre ? Si quelque tête blonde venait me le demander, je lui répondrais : « Passe à travers, Wolfgang ! Pas un d'entre eux ne vaut cela ».

Maurice BARDECHE.

Le gérant : Maurice BARDECHE

Imprimerie H. Dévé et Cie, Evreux

N° D'IMPRIMEUR : 813

288

69. 273 AA A 30